



ARSÈNE TCHAKARIAN  
HÉLÈNE KOSSÉIAN

LES COMMANDOS DE  
**L'AFFICHE  
ROUGE**

**RÉVÉLATION**

éditions du  
**ROCHER**

HISTOIRE

ARSÈNE TCHAKARIAN  
avec la collaboration de HÉLÈNE KOSSÉIAN

# Les commandos de l’Affiche rouge

*La vérité historique  
sur la première section de l’Armée secrète*

© Éditions du Rocher, 2012.

ISBN : 978-2-268-07488-7

*Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#)*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Nous bavardons tous les trois tranquillement, comme si nous n'avions rien d'autre à faire que de prendre le frais et contempler la Seine. Après nous avoir exposé son plan d'attaque prévu au 17 mars 1943, Rayman nous fixe, pour la première action de notre groupe, un rendez-vous à Levallois où a été repéré un petit hôtel occupé par une vingtaine de *Feldgendarmes*. Tous les matins à 8 heures, ils sortent et se dirigent vers la Seine pour contrôler les usines environnantes. Leur impeccable défilé apeure et révolte les habitants.

Durant les jours qui suivent cette rencontre, nous nous rendons ensemble, à plusieurs reprises, à Levallois pour observer les lieux et arpenter les rues avoisinantes afin de visualiser notre retraite et minuter les temps de parcours. En raison de cette action, Manouchian et moi avons cessé depuis quatre mois environ de diffuser des tracts. Nous ne participons plus aux réunions et avons coupé tous contacts avec nos amis et nos familles.

\*

La nomination du général Delestraint comme chef de l'Armée secrète en 1942 et la fusion des trois mouvements de la Résistance dans les MUR (Mouvements unis de la Résistance) vont créer les conditions favorables pour l'ultime accord entre l'Armée secrète et l'ex-F'TPF le 2 mars 1943. C'est à partir de cette date seulement que les services britanniques et les autorités soumises au général de Gaulle vont décider de livrer avec parcimonie aux F'TPF les armes promises. Dix jours plus tard, le 17 mars comme prévu, trois résistants vont accomplir la première « attaque d'essai » contre vingt *Feldgendarmes* à Levallois-Perret : Manouchian, Rayman et moi.

À l'assaut d'une colonne ennemie – mercredi 17 mars  
(Action commanditée par le Comité de coordination afin de  
subir l'« attaque de l'épreuve »)

Le 17 mars au matin, Rayman, chef de groupe, Manouchian et moi-même, sommes à notre poste, près de l'hôtel, à Levallois-Perret. À 8 heures, comme à l'accoutumée, les *Feldgendarmes* sortent, portant chacun leur fusil. Ils se rangent par colonnes de quatre. Un soldat, mitraillette au bras, surveille. Un sergent, gros revolver au ceinturon, ordonne la marche : « *Eins ! Zwei !...* » Et la colonne se met en route.

Je suis là, comme un gars qui a le temps de flâner cinq minutes avant le travail. J'entends les ordres allemands. Manouchian s'approche. Calme, les mains dans les poches de son imperméable beige. Soudain, rapide, précis, il sort la grenade, la dégoupille, la lance au milieu de la colonne, fait aussitôt demi-tour, court vers la rue où l'attend Rayman, revolver en poche, prêt à intervenir. Quatre à six secondes plus tard, c'est l'explosion. Tous les *Feldgendarmes* s'aplatissent au sol.

D'abord paniqués, les soldats qui ne sont pas blessés par les éclats de grenade se relèvent et tirent un peu partout. Le sergent à l'arrière de la colonne aperçoit Manouchian. Il tente de le poursuivre, mais Manouchian a une avance d'environ cinquante mètres. J'entends trois coups de feu. Qui a tiré ? Le sergent allemand ? Rayman ?angoisse interminable de l'incertitude. Conformément aux instructions, je dois m'éloigner pour rejoindre Rayman et Manouchian dans un café tabac près de la porte de Champerret. Sans hâte, car il ne faut pas attirer l'attention. Pas facile de maîtriser l'envie de courir.

Mes deux compagnons sont au rendez-vous. « Il y a eu des coups de feu, que s'est-il passé ? J'ai eu une sacrée trouille ! »

Tout doucement, à l'oreille, Rayman me répond : « Le sergent courait derrière Missak. J'ai attendu qu'il soit assez près pour lui envoyer trois balles dans la poitrine. » « Expliquez-moi un peu », me demande Manouchian. À voix basse, je raconte : « D'un seul coup, je t'ai vu courir. Ton imperméable s'est ouvert comme les ailes d'un oiseau. Puis j'ai vu tous les Fritz s'incliner ensemble tels des blés sous le vent. » Nous prenons chacun un café – de l'orge grillée à la saccharine –, ensuite nous nous séparons après être convenus d'un rendez-vous pour une nouvelle attaque.

Initialement, les choses ne devaient pas se passer ainsi. C'est moi qui avais pour mission de lancer la grenade. Je l'avais mise dans ma poche, enveloppée dans une feuille de journal. Manouchian et Rayman devaient me couvrir. Le rôle de défense est plus dangereux que celui de lanceur. Alors que ce dernier bénéficie de l'effet de surprise, lui laissant quelques secondes pour s'éloigner, la défense doit rester sur place pour le protéger de toute poursuite. Dès notre arrivée, entre 7 et 8 heures, Manouchian s'est approché de moi avec ces mots : « Passe-moi la pomme », puis il m'a expliqué : « Nous comptions sur une grenade et deux revolvers, nous n'en avons qu'un. Alors c'est moi qui lance. Rayman me couvrira et toi tu vas rester à cinquante mètres. Tu regarderas bien et après tu nous expliqueras comment les choses se sont passées. » Voilà pourquoi j'étais posté en observateur. Avec simplement une grenade et un revolver, trois hommes devaient affronter plus de vingt soldats bien armés. Mais avec Marcel Rayman, l'impossible devenait possible. L'audace, l'effet de surprise, la rapidité suppléaient au manque d'armes. Tout au moins ce jour-là.

Après l'attaque de Levallois-Perret, Missak Manouchian sera désigné pour organiser la nouvelle formation décidée par le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

existe car le Parti communiste pourrait prendre un avantage décisif dans l'organisation de la lutte clandestine.

De ce point de vue, l'arrivée de Jean Moulin, alias « Rex », à Londres en octobre 1941 et le rapport qu'il fournit changent tout. Tout d'abord, la personnalité de Jean Moulin convainc de Gaulle immédiatement. Il reconnaît en lui un être d'exception, un haut fonctionnaire habité par le sens de l'État. Radical de gauche, ce jeune préfet dirige le cabinet de Pierre Cot, ministre de l'Air, pendant la guerre d'Espagne. Il organise, à cette occasion, l'aide à l'Espagne républicaine. En outre, pendant qu'il avait été préfet à Chartres en 1940, il avait fait preuve d'un courage hors du commun.

Le rapport de Moulin présente un tableau délibérément optimiste de la situation en zone non occupée. Il veut faire reconnaître à Londres l'existence d'une Résistance cohérente. Il insiste sur la représentativité de ces mouvements et les origines sociales diverses de leurs membres. Il gomme leurs divergences politiques pour mieux insister sur la volonté de bâtir une action militaire commune, destinée à faire participer les Français à leur propre libération, les armes à la main. Il insiste sur le fait que les mouvements de zone non occupée ont entrepris, eux-mêmes, à partir de juillet 1941, de coordonner leur action et de nouer contact avec Londres.

Ce rapport justifie la mission confiée par le Général à Moulin les 3 et 4 novembre de la même année : unifier les mouvements de résistance sur le territoire français, afin de créer une Armée secrète dirigée par les Forces françaises libres entièrement placées sous ses ordres. L'action militaire repose donc sur une organisation largement décentralisée dont le regroupement s'effectue à Londres, grâce aux agents de liaison dépêchés par les mouvements en Angleterre et par le BCRA (Bureau central de renseignements et d'action) en France. Prévu initialement en

novembre 1941, le départ de Moulin pour l'Angleterre est reporté, pour des raisons de météorologie, à début janvier 1942.

Alors que Jean Moulin s'engage dans la mission qui lui a été confiée, d'autres contacts sont pris entre la Résistance intérieure et la France libre. Dans les premiers mois de 1942, d'autres résistants, d'abord Christian Pineau, fondateur de Libération-Nord, se rendent à Londres. Il rencontre le Général et lui demande d'exposer les idées maîtresses de sa politique dans un document qui serait un « appel à la résistance ». Deux personnalités syndicales, les plus notables de la France libre, Henri Hauck et Adrien Tixier, ancien directeur adjoint du Bureau international du travail, élaborent avec Christian Pineau ce qui deviendra la « Déclaration aux mouvements de résistance » qui sera diffusée dans la presse clandestine le 23 juin et aura un retentissement considérable. Maurice Schumann en définit le sens dans son émission du 24 juin au soir : « Voici qu'entre la France combattante du dedans et la France combattante du dehors, un grand pacte vient d'être conclu : un pacte d'avenir. »

Les événements du printemps et de l'été 1942 confirment le général de Gaulle dans les certitudes qui sont les siennes depuis 1940. Après plus d'un mois de négociations délicates, l'Angleterre et les États-Unis reconnaissent le Comité national français, « symbole de la Résistance française ». L'Angleterre, elle, reconnaît la France combattante, appellation que le général de Gaulle a imposée à la place de France libre, comme « l'ensemble des ressortissants, où qu'ils se trouvent, et des territoires français qui s'unissent pour collaborer avec les Nations unies dans la guerre contre l'ennemi ». Par ailleurs, l'« alliance russe », plus exactement le rapprochement avec l'Union soviétique, est officialisé par un communiqué du Kremlin du 24 juin 1942, qui souligne « l'importance capitale

de l'alliance des pays soviétiques et des Français dans l'effort commun des Nations unies pour la victoire et l'organisation future de la paix ».

Ainsi, le général de Gaulle s'impose-t-il au plan international comme le véritable représentant de la France aux côtés des Alliés, et ce même si cette position est loin d'être entièrement confortée.

Le 27 novembre 1942 se tient la première réunion du Comité de coordination entre Londres et la Résistance. À cette occasion, le général Delestraint est présenté aux chefs des mouvements de résistance, Frenay et d'Astier, revenus de Londres le 17 novembre 1942, avec en poche la décision écrite du général de Gaulle de créer un Comité de coordination dont Jean Moulin prendra la tête. « Vous aurez, lui écrit le général de Gaulle, à assurer la présidence du Comité de coordination au sein duquel seront représentés les trois principaux mouvements de résistance, Combat, Franc-Tireur, Libération. Vous continuerez, d'autre part, comme représentant du Comité national. Quant au Comité de coordination, il est spécialement chargé de procéder à la préparation du recrutement, de l'encadrement et de l'armement, à charge pour lui de rendre compte à Delestraint de l'état d'avancement des régions de l'Armée secrète. »

Conciliant, Jean Moulin accepte cette clause qui donne à l'Armée secrète deux chefs : un tacticien-recruteur – Frenay – et un stratège-commandant en chef – Delestraint. Mais cet « accord » reflète les divergences entre Londres et la Résistance métropolitaine. Moulin veut les aplanir. Se faisant l'interprète de la seconde, il renouvelle ses demandes à Londres le 28 janvier 1943. « Le matériel des groupes francs, écrit-il sous son pseudonyme de Rex, est des plus réduit et ne répond pas à leurs activités. Des opérations ont été manquées. Il faut, pour

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## Début des attaques de la première section parisienne

### Près du métro Jaurès – mardi 1<sup>er</sup> juin

La première attaque de la première section parisienne de l'Armée secrète est décidée pour le 1<sup>er</sup> juin. Ce soir-là, à 22 h 30, un groupe de trois ou quatre francs-tireurs lance deux grenades sur un détachement de plus d'une soixantaine de soldats allemands, près du métro Jaurès. Une fusillade s'ensuit. Aucune perte parmi les nôtres. Quelques morts et blessés du côté de l'adversaire.

### Sabotage de pylônes à haute tension – nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juin

Le soir même, une action d'ensemble, sollicitée par l'Armée secrète, est exécutée d'après un plan et des objectifs fixés par le Comité militaire.

Trois équipes de deux francs-tireurs sont désignées en vue du sabotage de pylônes à haute tension. Ceux-ci alimentent la région parisienne en électricité et notamment les usines, presque toutes réquisitionnées pour la production de matériel de guerre pour l'armée allemande : armes, chars, camions, etc. Affaiblir cette production s'avère ainsi un des objectifs majeurs de la Résistance, d'autant que ces actes de sabotage atteignent le plus souvent leur cible et ne font pas de victimes parmi la population.

La première équipe, composée de Marcel Rayman et Joseph Boczov, va opérer dans une commune du sud de la région parisienne. La deuxième, formée d'Alexandre Kostantinian et d'Henri Karayan, part à Savigny-sur-Orge. Quant à Ernst

Blukoff, qui m'a été présenté trois jours auparavant, et moi, nous prenons la direction de Villeneuve-Saint-Georges.

Pour préparer notre plan, nous avons suivi les instructions de Manouchian. Dans les jours précédant l'opération, nous avons pris séparément le train à la gare d'Austerlitz jusqu'à Villeneuve-Saint-Georges. Descendu du train à la gare de Villeneuve-Saint-Georges, je découvre au rendez-vous convenu un jeune homme blond, mince, à l'aspect romantique : Ernst. Nous quittons rapidement l'agglomération pour monter la colline en direction du fort de Villeneuve servant de caserne aux troupes allemandes. Après une marche d'une demi-heure, notre pylône est là, à deux kilomètres environ du fort.

Nous observons tous les points importants, nous étudions chaque détail (l'épaisseur en béton des pieds du pylône, l'endroit où l'on peut travailler sans être vus) et mesurons avec précision le temps nécessaire à l'exécution. En raison du couvre-feu, nous savons qu'il nous faudra, le jour venu, arriver sur les lieux avant 22 heures et les avoir quittés avant 6 heures du matin. Nous décidons d'opérer non loin de la petite route qui débouche sur le fort. Pour le dispositif de mise à feu, nous décidons de dynamiter les trois pieds du pylône en reliant les trois bâtonnets de dynamite par un câble. Ce travail de reconnaissance nous demandera trois heures. Le plan se fixe dans nos têtes. Rien ne doit être écrit. Il ne nous reste plus alors qu'à regagner la gare et à nous informer, sans attirer l'attention, des horaires des trains pour Paris.

\*

Quelques jours plus tard, au soir du 1<sup>er</sup> juin, « Ernest » et moi, en bleu de travail, prenons le train à Austerlitz. Dans notre

musette, un casse-croûte avec des explosifs et deux revolvers chargés. Simples voyageurs parmi la foule d'ouvriers rentrant de leur travail. Arrivés à Villeneuve-Saint-Georges, je descends en premier. Un contrôle ou une fouille est toujours à craindre à la sortie. « Ernest » est resté dans le train avec la musette. Je lui fais bientôt le signe convenu. Pas de danger, il peut me suivre. À 19 heures, nous sortons de la gare et marchons à cinquante mètres l'un derrière l'autre. Une fois la ville traversée, nous nous rejoignons. Arrivés sur les lieux, nous prenons d'abord le soin de camoufler la musette dans les buissons. En juin, il fait encore jour à 20 heures. Nous nous cachons pour éviter de croiser les quelques derniers passants et soldats allemands qui descendent du fort pour se rendre en ville. Le temps s'assombrit. De gros nuages apparaissent dans le ciel. Ce n'est pas un orage violent mais une pluie fine et sournoise qui imbibe impitoyablement le corps. Aucun abri au milieu de cette campagne. L'heure du couvre-feu approche.

À 21 h 30, nous nous dissimulons dans un fossé, près du pylône. Il pleut de plus en plus fort. Nous sommes trempés. La pluie nous dégouline le long du cou, du dos, des jambes et jusqu'aux pieds. À 23 heures, sans éclairage, nous préparons les munitions. Quand soudain, des pas se font entendre sur la route proche. Deux soldats allemands. Visiblement ivres, ceux-ci s'arrêtent à quelques mètres de notre cachette. Ces secondes nous paraissent alors interminables. Muscles bandés, respiration suspendue, silencieux, nous braquons dans un même geste nos revolvers sur eux, prêts à les abattre. Mais heureusement, grâce à la pluie, il fait très sombre et nous ne sommes pas repérés. Quelques instants s'écoulent. Les deux soldats allemands disparaissent dans la nuit sombre.

À 3 heures du matin, le dispositif est en place. La fatigue, l'émotion, la peur, le froid du petit matin sous nos vêtements

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## Rue de Hanovre – mercredi 16 juin

Pendant ces années d'occupation allemande, le quartier de la place de l'Opéra dans le IX<sup>e</sup> arrondissement de Paris est un lieu surpeuplé. Tous les grands hôtels sont réquisitionnés pour l'armée. Celle-ci y loge le haut état-major, tous les officiers supérieurs et les hommes de troupe, tandis que la *Kommandantur* y regroupe son administration centrale. C'est donc un quartier investi presque totalement par l'armée allemande, très étroitement surveillé et protégé par les polices française et allemande.

Au rez-de-chaussée d'un immeuble confortable, au 4 rue de Hanovre, à soixante mètres de la *Kommandantur*, se trouve un bar chic dont le propriétaire est un fasciste italien. Ce lieu n'est pas ouvert à n'importe qui. Y pénètrent, après avoir montré « patte blanche », des officiers allemands exclusivement ou des collaborateurs notoires dont le luxe détonne dans ce Paris où les Français affamés portent des chaussures à semelles de bois et des vêtements de mauvaise qualité. En réalité, le bar n'est que la devanture officielle d'un commerce qui n'ose pas se montrer. L'arrière-boutique est un magasin où sont vendues, à des prix de marché noir – jusqu'à dix fois ou plus que le prix normal – des denrées pratiquement introuvables : café, chocolat, huile d'olive, alcools, bas de soie, tissus de laine. Ces marchandises, destinées à être distribuées à la population française suivant un strict rationnement, sont détournées par de gros trafiquants pour un commerce avec les Allemands. Le paiement ne leur pose pas de problèmes. Il s'effectue en marks d'Occupation, très fortement surévalués, dont la France est inondée. Dans ce même pseudo-bar, on vend également des objets d'art, des bijoux, des fourrures, volés par la milice ou les nazis lors de perquisitions effectuées au domicile des personnes arrêtées : Juifs, résistants,

communistes et patriotes français. Ce magasin n'est pas le seul, hélas. D'autres, semblables, existent dans la région parisienne et probablement dans les autres grandes villes de France. Il y a également des « bureaux d'achats officiels », gérés par les Allemands eux-mêmes, qui achètent en gros des produits de consommation et des objets de valeur provenant de pillages tout à fait tolérés, pour les expédier vers l'Allemagne par convois ferroviaires entiers<sup>4</sup>.

Les bénéficiaires colossaux engendrés par ces trafiquants de haut vol sont investis dans des terrains, propriétés, immeubles, châteaux... Aujourd'hui leurs héritiers, à la tête d'immenses fortunes, gèrent des industries et des sociétés multinationales dont l'origine remonte à l'argent gagné avec les nazis pendant l'Occupation, au détriment du peuple français.

Renseigné par des francs-tireurs d'origine italienne sur la façon dont se déroule ce trafic rue de Hanovre, Manouchian charge l'une des équipes du troisième détachement d'y mettre fin. Elle se compose de Robert Witchitz, de Roger Rouxel et du matricule 10 288 dont nous ne connaissons pas l'identité et qui disparaîtra après avoir participé à onze attaques.

Âgé de dix-huit ans, Roger Rouxel est issu d'une famille fervente chrétienne. Il fréquente la « communale » de Vitry-sur-Seine, avant de devenir tourneur à Ivry. Du haut de ses dix-neuf ans, son camarade Robert Witchitz, un gars du Nord, est né de parents français d'origine polonaise. Jeune communiste, il n'hésite pas, lorsqu'il est requis par le STO à Ivry-sur-Seine, à quitter son emploi de télégraphiste pour entrer dans l'Armée secrète. Je suppose que c'est son ami Rouxel qui l'a aidé à entrer dans la Résistance.

\*

Peu avant 23 heures, en ce mercredi 16 juin, les trois francs-tireurs sont à leur poste de combat. La soirée est chaude car le bar est rempli à son maximum d'officiers allemands qui trinquent gaiement au cognac. Brusquement, la porte s'ouvre. Quelque chose tombe au milieu de la salle. Des cris : « *Terroristen !* » et c'est l'explosion. Dans le tumulte et l'affolement, il y a des blessés piétinés au sol et des morts, surtout des femmes. Avant que l'alerte ne soit donnée, les francs-tireurs sont loin, protégés par l'obscurité des rues de la capitale. Souvenons-nous de la défense passive qui interdisait tout éclairage extérieur et imposait que soient peintes en bleu les vitres des maisons, afin que la lumière ne filtre pas au-dehors. Pendant quatre ans, ce fut, au sens propre comme au figuré, la nuit totale en France.

## Un cadeau empoisonné à Vanves – vendredi 18 juin

En ce jour du troisième anniversaire de l'appel du général de Gaulle sur les ondes de Radio-Londres, un camion de la marine allemande doit être attaqué. En première défense, Alexandre Kostantinian, muni d'un revolver. C'est un grand ami de Manouchian. En deuxième défense, Henri Karayan, alors âgé de dix-huit ans, tient fermement la crosse de son pistolet. Le lanceur de grenade est Léo Kneler, « Marcel », d'origine allemande, évadé d'une prison d'outre-Rhin où il avait été incarcéré pour avoir résisté à la montée du nazisme. Il lutte maintenant pour libérer aussi bien la France que sa patrie, l'Allemagne.

\*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## Chapitre IV

### Rien n'arrête les combattants

Solidaire jusqu'au bout

Un calme précaire à Neuilly – jeudi 24 juin

Depuis maintenant plusieurs mois qu'ils acquièrent sur le terrain une solide formation dans l'Armée secrète, les FTPF trouvent une solution à chaque problème. Aucune difficulté ne les arrête pour exécuter les missions qui leur sont confiées. Chaque semaine, Manouchian et le Comité de coordination de l'Armée secrète se réunissent pour adapter sans cesse la forme du combat aux situations nouvelles, avant de transmettre leurs instructions aux chefs de groupes.

Dans les quartiers chics, notamment dans les VII<sup>e</sup>, VIII<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> arrondissements de Paris, à Vincennes, à Saint-Mandé, à Boulogne et à Neuilly, la surveillance de la Gestapo et de la police de Pétain est dorénavant considérablement renforcée, suite aux attentats subis par les Allemands. En 1943, quinze attentats sont signalés, faisant des morts et des blessés parmi les occupants. À chaque fois, les francs-tireurs sont insaisissables. À Neuilly, les somptueux hôtels particuliers, laissés vacants par le départ forcé de leurs habitants, en majorité

des Juifs aisés, deviennent la résidence de nombreux officiers supérieurs et hauts dignitaires nazis.

C'est le cas de l'hôtel particulier du 96 boulevard Maurice-Barrès, majestueux bâtiment, en face du bois de Boulogne. Dès que l'on franchit son seuil, le luxe s'y étale : des escaliers, des colonnes, du marbre blanc rehaussé par l'éclat d'un gigantesque lustre de cristal. Entouré d'un bosquet et d'un petit jardin fleuri soigneusement entretenu, avec bassin et jet d'eau, les visiteurs peuvent remarquer un mobilier extérieur qui fleure le bon goût. Pendant les heures chaudes de juin, les officiers se relaxent sous la fraîcheur des arbres, trinquant au Martini, en rêvant pour certains d'entre eux à la victoire promise par le *Führer*. Il semble difficile, dans un lieu aussi calme et aussi protégé, d'entreprendre un attentat. C'est pourtant ce que vont projeter les francs-tireurs.

Le boulevard Maurice-Barrès de Neuilly s'étire perpendiculairement à la Seine. À droite, on aperçoit le bois de Boulogne ; à gauche, les élégantes demeures s'étirant jusqu'à la porte Maillot. Là, très souvent, s'y dressent des barrages. Les polices vichyste et allemande sont ici tellement omniprésentes que presque toute personne étrangère au quartier paraît systématiquement suspecte. Au premier coup de feu ou bruit d'une explosion, les Allemands se précipitent naturellement à leurs fenêtres. De leur hauteur, ils peuvent ainsi distinguer l'attaquant, suivre son itinéraire de retraite et alerter par téléphone la police et la *Kommandantur*. C'est dire combien cette attaque du 96 boulevard Maurice-Barrès sera préparée minutieusement.

Dans les jours qui la précèdent, personne ne remarque ces quelques promeneurs venus à plusieurs reprises goûter en toute quiétude les charmes d'une balade à vélo, à la fraîche, sous

l'ombrage des marronniers du boulevard. Pas un soupçon sur ce plan audacieux qu'ils mûrissent inexorablement. Il y a là le matricule 10 228, un jeune Italien, féru de cyclisme et nouveau dans la formation qui lancera la grenade ; Cesare Luccarini, son ami, qui avait déjà opéré le 7 juin rue Maspéro pour l'exécution du général von Apt et Roger Rouxel, le chef du groupe qui en assurera la défense.

\*

En ce matin du 24 juin, le soleil resplendit. Les onze coups viennent de retentir, rompant le calme ambiant. Les officiers allemands discutent, comme à l'accoutumée, dans le jardin. Dehors, vers la droite de la chaussée, un jeune cycliste arrive sur son vélo. Il monte légèrement sur le trottoir et, dans un geste rapide, sans modifier son allure, lance une grenade par-dessus la clôture. Aussitôt il disparaît, soixante mètres plus loin, dans la première rue à droite où ses défenseurs l'attendent. Une explosion retentit alors. Le plan, mis au point pour cette attaque, prévoit que le vélo ne doit pas cesser de rouler et doit avoir un élan suffisant pour accélérer immédiatement.

Tout fonctionne selon nos prévisions. Personne dans la rue ne remarque le cycliste et surtout pas la dizaine d'officiers des immeubles voisins trop occupés à rechercher le franc-tireur à proximité du jardin visé et dans le bois de Boulogne. Cette attaque, qui blesse grièvement plusieurs officiers de haut rang, exaspère les Allemands. Quelques mois plus tard, des mesures de sécurité plus que draconiennes seront prises. Mais celles-ci ne pourront arrêter les opérations commandos des francs-tireurs parisiens.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Près du boulevard Michelet, à cinq cents mètres du fort de Noisy, s'élève une maison transformée en bâtiment administratif, lieu de rencontre des officiers et soldats allemands. Très souvent, plusieurs décisions et ordres y sont arrêtés.

En ce matin d'été, s'échappent de la fenêtre du premier étage de bruyantes conversations entrecoupées de rires. Quelle est la cause de cet enthousiasme débordant ?

Est-ce dû au communiqué du quartier général du *Führer* annonçant l'écrasement des armées soviétiques à Kursk ? Mais à cet instant, nul ne sait que les Allemands ont déclenché une offensive face aux troupes soviétiques en lançant plusieurs divisions avec mille cinq cents chars et des milliers de bombardiers. Au matin de ce 9 juillet, ni les troupes allemandes ni les résistants ne se doutent que cette manœuvre, annoncée prématurément comme victorieuse, va s'avérer être une écrasante défaite pour l'Allemagne.

À 7 h 30, ce repaire d'Allemands n'échappe plus ce jour-là à la cible des FTPF. Le jeune Roger Rouxel lance sa grenade à travers la fenêtre ouverte du premier étage, coupant court au joyeux dialogue. Puis il se retire très vite vers ses deux défenses, Fontano et Antonio Salvadori. Avant que l'engin n'explose, ils disparaissent tous les trois à bicyclette, sans être inquiétés.

D'après les informations recueillies à l'époque, les ambulances ont transporté des morts et des blessés vers les hôpitaux militaires de la région.

## La caserne Todt – samedi 10 juillet

Depuis plus d'un mois, l'ennemi est harcelé quotidiennement. Vingt-quatre heures après l'attentat de Noisy-le-Sec, une caserne est visée à Choisy-le-Roi. C'est du moins ce qu'indique le communiqué du 10 juillet qui fait état d'une

attaque contre un détachement de soldats allemands dans la cour d'une caserne.

Des années plus tard, j'ai longuement parcouru Choisy sans y trouver la moindre caserne. Les personnes que j'interrogeais n'en savaient pas davantage. Trente-cinq ans après, qui questionner, si ce n'est celles du troisième âge ? Je me suis mis alors à les chercher, si possible en groupes, dans l'espoir que la mémoire de l'un stimulerait celle de l'autre. Mais où les trouver, ces anciens ? J'avisai un jour un terrain de pétanque. Il y avait là une bonne dizaine de joueurs d'âge respectable qui voulurent bien interrompre leur partie pour m'écouter et m'aider. D'allure plutôt sportive et non dénués de sympathie, ceux-ci étaient presque tous, depuis pratiquement leur naissance, d'authentiques habitants de Choisy mais m'ont affirmé que « jamais il n'y avait eu de caserne à Choisy, même dans les années 1940 ». Et les souvenirs fusèrent...

– Je me souviens des soldats allemands qui passaient souvent dans les rues.

– Moi aussi, j'en voyais passer tous les matins ou presque, peut-être vingt, peut-être cinquante. En tout cas, c'est sûr, ils passaient en rangs.

– Non, ils n'avaient pas de fusil, seulement en tête et en queue, deux soldats tenaient chacun une mitraillette.

– Est-ce qu'il y avait des voitures ou des motos qui les escortaient ? leur ai-je demandé.

Unanimement : « Non. »

– Un jour d'été, j'ai entendu parler d'une bombe qui aurait éclaté juste au moment où ils passaient. On disait que tous ces soldats étaient couchés sur la chaussée. Ça gémissait, ça criait. Il y aurait eu des morts et des blessés. Un soldat, blessé par terre, montrait avec sa main des gars à vélo.

Fil après fil, le tissu de l'action se reconstituait. En fouillant dans leurs souvenirs, ces braves boulistes m'avaient fait savoir que ces soldats avaient leur cantonnement dans un bâtiment, sur la rive droite de la Seine.

Je me suis rendu sur place, sans tarder, par l'avenue de Villeneuve-Saint-Georges et j'ai fini par trouver des entrepôts avec de vastes cours où la Régie Renault stockait du matériel automobile. Renseignements pris, ce lieu n'était pas véritablement une caserne, mais un dépôt occupé par l'organisation Todt. Chaque matin, un détachement, muni de son matériel, sortait pour travailler dans divers lieux.

J'en ai conclu que c'est pendant l'une de ces sorties que le trio, qui avait opéré la veille à Noisy-le-Sec, s'était livré à un exercice à peu près identique. Salvadori avait lancé la grenade, protégé par Rouxel et Fontano. Avant que les Allemands ne se remettent de leur surprise, ils avaient disparu à vélo, franchissant le pont de Choisy pour rejoindre Paris par les berges de la Seine, en passant par Vitry et Ivry-sur-Seine.

1- Ce rendez-vous avait été uniquement fixé en cas de problème.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

entre la Marne et la départementale 86 et que l'endroit se situe entre les villages de Nogent-l'Artaud et de Chézy, distants l'un de l'autre de 4,5 kilomètres. De l'autre côté de la départementale, une forêt s'étend vers l'étang de Vergis. En descendant vers le sud par la départementale 16, on rejoint la nationale 33, puis au sud-est la ville de Montmirail. Il décide que cet itinéraire sera celui de la retraite de son équipe après le déraillement. Après l'avoir parcouru à pied sur vingt kilomètres, il rentre à Paris. Le soir même, celui-ci alerte ses deux compagnons, afin qu'ils se préparent pour l'expédition du lendemain : l'un est Wolf Wasjbrod, l'autre Alexandre Jar, le mari de la courageuse Olga Bancic.

\*

En ce mercredi 28 juillet, trois francs-tireurs se retrouvent à 15 heures à la gare de l'Est, munis du matériel nécessaire : des outils, une charge d'explosifs, un revolver, des sandwichs et une petite bouteille d'alcool. Le voyage se déroule sans incident. Après avoir quitté la gare de Chézy-sur-Marne, dépassé la ville et marché sur quelques kilomètres, ils arrivent vers 18 heures à l'endroit indiqué par les cheminots. Aussitôt, ils dissimulent leur chargement compromettant dans la forêt toute proche et vont reconnaître les alentours. Deux cabanes en bois servant aux gardes civils chargés de la surveillance de la voie ferrée attirent leur attention. Ces gardes, armés de fusils, travaillent généralement par deux. Ils parcourent les voies en permanence en tapant sur les rails avec des marteaux à long manche. La résonance du métal leur permet de détecter toute rupture ou anomalie. Dans ce cas, ils alertent les postes allemands par plusieurs coups de fusil.

Le point de la voie qu'ils devront saboter se trouve à deux kilomètres de l'une de ces cabanes et à quatre kilomètres de l'autre. Avant le travail pénible et la longue retraite qui suivra aussitôt à travers la forêt, nos francs-tireurs s'accordent un peu de repos dans le sous-bois. À 23 heures, ils retournent sur la voie et la déboulonnent très rapidement sur une longueur de six traverses. Après avoir ôté chaque écrou, ils les graissent soigneusement et les remettent aussitôt en place en évitant de trop les serrer. Ce premier travail achevé, ils s'écartent d'une centaine de mètres et attendent, à l'abri derrière un talus, le passage du train vers minuit.

À 23 h 45, les deux gardes civils passent en tapant de leur marteau. Rien ne leur semble anormal puisque chaque écrou est bien en place. Ils poursuivent leur chemin. Dans le silence de la nuit, les coups résonnent clairement. Les francs-tireurs évaluent au son que les gardes se sont suffisamment éloignés.

L'heure approche. On entend au loin siffler le train. C'est le signal convenu. Boczov prépare sa charge d'explosif, pendant que Wajsbrod et Jar redéboulonnent les écrous qui cèdent facilement. Le train doit être maintenant à moins de six kilomètres. Muni d'une mèche longue de quelques mètres, l'explosif est déposé à l'endroit où le rail doit s'écarter au passage du convoi. Le bruit du train se précise, les rails vibrent. Il faut que les hommes s'éloignent très vite avec leur matériel. Boczov allume la mèche. Le train n'est plus qu'à cinquante mètres. La locomotive ralentit légèrement. Les deux mécaniciens sautent de leur machine.

Malgré l'écartement du rail, la tête du train passe. Mais au point de rupture, les wagons suivants sautent comme un carrosse roulant sur des pierres. Une immense explosion déchire le silence de la nuit. Les wagons du milieu s'effondrent sur le côté droit, traînés, couchés, sur une dizaine de mètres, par l'élan de

la locomotive. À son tour, celle-ci sort des rails et stoppe dans un long hurlement de vapeur lâchée. De leur cachette, les francs-tireurs observent le résultat de leur travail. Contrairement au sabotage du Paris-Cherbourg, ils se tiennent à distance suffisante pour ne pas risquer d'être blessés par l'explosion. L'équipe disparaît alors dans la forêt. Une marche forcée de vingt kilomètres dans la nuit l'attend maintenant.

Grâce au plan de Bocsov, les résistants échappent à toute recherche. Arrivés par la gare de Chézy, ils repartent par celle de Montmirail. À 6 heures du matin, un train les ramène vers Paris

## « La Folie » – samedi 31 juillet

Aujourd'hui, Nanterre est la métropole du département des Hauts-de-Seine : buildings, cités HLM, préfecture imposante, vaste campus universitaire Paris-X avec sa station RER. Si l'on retourne dans le passé, l'arrêt Nanterre-Université correspondait à l'ancienne gare SNCF La Folie sur la ligne Paris Saint-Lazare/Saint-Germain-en-Laye. Une « folie ». Tel est le nom donné aux maisons de plaisance que la haute bourgeoisie parisienne du XVIII<sup>e</sup> siècle se faisait construire à la campagne.

En 1943, quelques maisons de banlieue, des usines clairsemées parmi les terrains vagues entre Seine et chemin de fer ont fini par détrôner ces « folies ». Cependant, près de la station Nanterre-Université, la rue de Colombes, toujours peu urbanisée, se trouve à quelques dizaines de mètres du parc de l'École militaire d'aviation investi par l'armée allemande. Nanterre, à cette époque, offre peu de distractions aux occupants. Leur travail administratif terminé vers 19 heures, les officiers rejoignent rapidement la station de La Folie pour retourner goûter aux plaisirs de la vie nocturne parisienne. Le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

précédentes, nous gagnons un par un le quai de départ pour prendre place dans nos compartiments, les deux groupes voyageant dans des wagons différents. Après quatre heures de trajet, nous arrivons à la gare de Châlons et, toujours selon les consignes de sécurité, nous sortons un par un pour gagner la campagne. Un rendez-vous est fixé à trois kilomètres hors de la ville, en lisière d'une forêt, le long de la nationale 77 qui va de Châlons à Suippes. La section est maintenant réunie au complet. Avec sa bienveillance habituelle, Boczov nous recommande : « Suivez-moi, assez loin l'un de l'autre. Mettez vos pas dans mes pas. Parlez tout doucement, même quand on sera au milieu de la forêt. » Il n'avait pas besoin d'employer un ton de commandement. Nous le sentions dans son élément. Rien ne lui échappait. Nous avons confiance en lui.

Après six kilomètres d'une marche à vive allure, une halte d'une heure est la bienvenue. Boczov me remet l'un des deux revolvers avec un chargeur de rechange. À 22 heures, nous reprenons notre marche sous une légère pluie, jusqu'à proximité de la ligne de chemin de fer. Une baraque forestière, garnie de paille, nous fournit un abri pour manger un peu. Étant désigné comme défense, je prends la garde à l'extérieur.

Vers minuit, la marche reprend jusqu'à deux cents mètres du lieu prévu pour le déraillement. Le silence que nous nous imposons dans cette forêt recouverte par la nuit nous fait percevoir chaque minuscule bruit : une brindille qui tombe, le vol d'un oiseau de nuit, un léger souffle de vent dans les branches. Tout notre être se trouve en intimité avec l'immensité de la nature. Inconsciemment, nous nous adaptons à elle. Notre instinct, constamment sollicité, nous préserve des animaux qui la peuplent : l'oreille tendue à l'extrême, le regard forçant l'obscurité, le pied évitant la branche morte qui craquerait sous nos pas. Dans ce silence, le moindre bruit pourrait nous trahir.

Le temps s'éclaircit maintenant. À l'endroit visé, la voie ferrée se trouve sur un talus d'une hauteur d'environ dix mètres et amorce un virage sur cinquante mètres. Boczov décide de détacher une dizaine de traverses pour écarter les rails vers l'extérieur, dans le sens du virage et du ravin. La locomotive entraînera ainsi dans sa chute plusieurs wagons.

Les hommes commencent à déboulonner les rails. Boczov et moi, revolver en poche, surveillons les alentours. Vers 1 heure du matin, les écrous dévissés et graissés sont remis en place. La lune éclaire maintenant comme en plein jour. C'est à ce moment que tintent sur les rails les coups de marteau des gardes-voies. Aussitôt, les hommes se glissent en bas du talus et s'abritent trente mètres plus loin dans les bois. Boczov et moi restons à trois mètres de la voie, cachés derrière les broussailles. Les pas des gardes-voies se rapprochent. Moins de dix minutes plus tard, ils sont tout près de nous. Nous retenons notre respiration, immobiles, le revolver braqué sur les deux silhouettes qui se profilent, d'une netteté inquiétante dans le clair de lune.

Un bruit de pierre roulée résonne dans le mutisme de la nuit. Halte brusque des deux gardes. Ils scrutent tout autour. Rien ne bouge. Le temps semble arrêté. « Ce doit être un lièvre. » Le silence est brisé. La vie reprend. Ils allument une cigarette et continuent leur chemin, frappant le rail de temps à autre. Ils ne se doutent pas que le lièvre n'est qu'un faux pas de l'un de nos compagnons.

Les gardes-voies s'éloignant enfin d'un kilomètre, les deux équipes sortent de leur cachette et déboulonnent définitivement, très vite, car l'incident nous a retardés. À présent, toutes nos forces sont réunies pour essayer d'écarter le rail. Il résiste. « On l'aura bien ! » En quelques secondes, Boczov déboulonne une dernière traverse. L'acier cède et le rail s'écarte enfin de cinquante centimètres environ.

1 h 45. Depuis dix minutes, le travail est achevé. Au loin, le train se fait entendre. Nous ramassons le matériel et nous nous abritons à deux cents mètres, prêts à battre en retraite.

La locomotive siffle avant le tournant, ralentit sa vitesse à trente kilomètres/heure, à l'endroit même de la rupture. Dans un fracas infernal de ferraille écrasée, de vapeur lâchée, elle dégringole dans le ravin, suivie d'une dizaine de wagons qui s'écrasent convulsivement, s'entrechoquent, rebondissent les uns sur les autres. On entend les cris des Allemands. Il ne faut alors pas s'attarder. La marche du retour en file indienne commence. « Vous avez vu, les gars, ce qu'on a fait avec nos outils ? Mieux que des avions avec des bombes ! »

Vers 6 heures du matin, nous arrivons dans une petite gare et montons dans un des deux wagons de voyageurs accrochés à un convoi de marchandises. Le train s'arrêtera presque à chaque station, si bien que nous n'arriverons à Paris que vers 14 heures.

## Attaque éclair à Montrouge – vendredi 13 août

Depuis l'attentat quinze jours auparavant contre la voiture du commandant du « *Gross Paris* », tout déplacement d'hommes de troupe allemands fait l'objet d'une sécurité draconienne. C'est ainsi que le nombre des sentinelles a été doublé tout autour des bâtiments de l'ancien hôtel de ville de Montrouge, transformé en *Kommandantur*. Un détachement d'une trentaine de *Feldgendarmes* s'y rend régulièrement, y prend quartier pour vingt-quatre heures en vue d'assurer la garde et la sécurité de leurs officiers supérieurs. Ils organisent également des barrages de contrôle et des arrestations, secondés par la police vichyste. Tout au long de leur parcours qui démarre à Malakoff par la route de Châtillon (avenue Pierre-Brossolette), ces derniers passent, à partir de 14 heures, par le chemin du Reposoir

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

\*

Le jour J – quelques minutes avant 12 h 45 – je rencontre Olga Bancic de l'autre côté de la Seine, dans un endroit calme, près d'une usine. Elle me remet deux grenades et un revolver. Aussitôt, je repars, traversant la Seine à nouveau, pour retrouver mes trois compagnons au rendez-vous fixé, assis sur un petit escalier dont la dernière marche arrive au ras de l'eau.

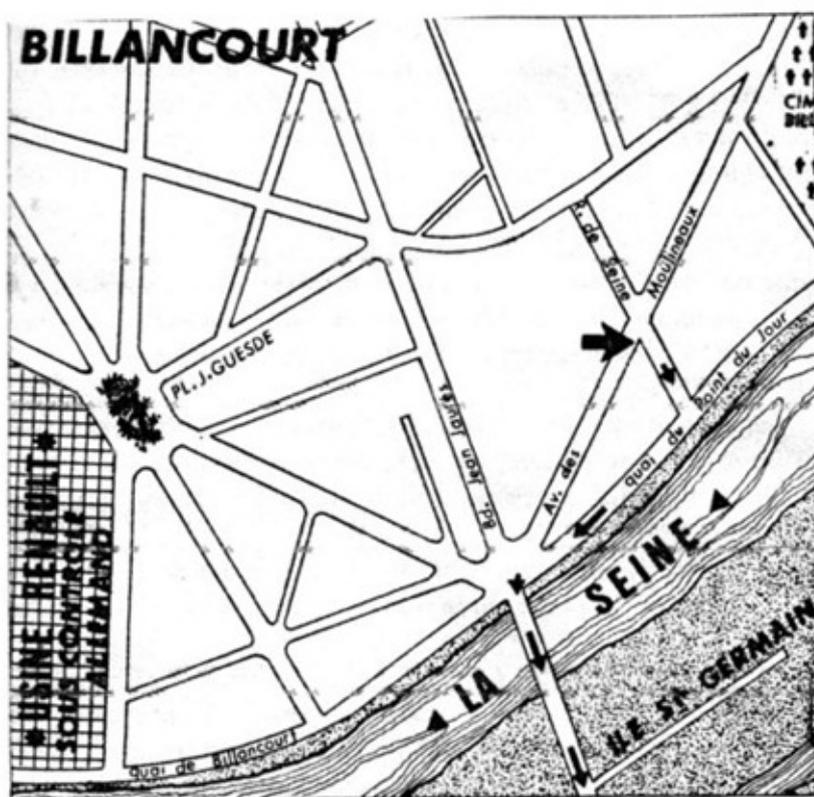
Après avoir réparti les armes, nous gagnons chacun notre poste. Diran Vosgueritchian guette les camions qui sortent de l'usine quai de Billancourt et tournent à gauche pour emprunter l'avenue des Moulineaux. Deux cents mètres plus loin, au coin de la rue de Seine, nous attendons.

À mon signal, Arpen Tavitian doit jeter la grenade. Je me tiens à quelques mètres de lui, revolver en poche, pour les protéger. À trente mètres de nous, Henri Karayan, deuxième défense, grenade en poche, garde également les trois vélos pour la retraite. L'action ne doit pas durer plus de trois minutes.

À 12 h 45, un camion passe avec deux soldats, puis un deuxième... Vosgueritchian traverse la rue, jetant l'imperméable sur son épaule. C'est le signal. Le camion approche. Je fais un signe à Tavitian. Il prépare sa grenade, descend calmement du trottoir, comme pour traverser l'avenue à hauteur du camion. Là, en un geste calculé et rapide, il la jette à l'intérieur par l'arrière du véhicule. Vite, il revient vers nous. Le camion roule encore sur une cinquantaine de mètres. À ce moment, deux personnes s'approchent de Karayan et lui demandent ce qu'il fait là avec trois vélos. Pensant avoir affaire à la police, il dégoupille vivement la grenade en intimant aux hommes l'ordre de s'éloigner immédiatement. À l'instant même, le fracas de l'explosion du camion fait disparaître nos deux inconnus à toutes jambes.

Cette alerte a cependant obligé Karayan à jeter la goupille de sécurité. Il doit maintenant tenir la grenade très fermement d'une main, et le guidon de son vélo de l'autre. Avec Tavitian et moi, il pédale avec peine sur le chemin prévu pour la retraite. Après avoir dépassé le quai du Point-du-Jour, le pont de Billancourt et l'île Saint-Germain, j'avise des chiffonniers. Je m'arrête et leur demande un clou, afin de bricoler une sécurité de remplacement pour la grenade. Aussitôt fait, Karayan me lance un « Bravo ! » et m'avoue : « Il était temps que je me dégourdisse. J'avais une de ces crampes. Ma main était toute crispée sur cette maudite grenade. »

Nous continuons à rouler ensemble jusqu'au deuxième pont, à Issy-les-Moulineaux. Quatre minutes se sont écoulées depuis qu'Arpen a jeté sa grenade sur le camion.



« Plus qu'une minute pour filer. » Je récupère la grenade et nous nous séparons. Il était temps. Les sirènes de Boulogne-Billancourt hurlent. Malgré les incidents, notre retraite a bien fonctionné. Nous sommes hors du périmètre quadrillé par l'armée et la police.

Olga m'attend à Issy-les-Moulineaux. Je lui remets les armes. Elle les camoufle aussitôt dans son sac à provisions, sous ses légumes, puis disparaît. Je reprends mon pédalage, moins allègrement, car la route monte dur vers les hauteurs de Clamart, jusqu'au bois de Meudon où m'attend Manouchian. Mission accomplie.

## À la fin de l'été 1943

### Un Allemand à bicyclette – jeudi 26 août

À cette époque, toutes les casernes étaient occupées par les troupes allemandes. Celles de Saint-Germain-en-Laye ne faisaient pas exception à la règle. Chaque matin, des détachements manœuvraient dans la forêt toute proche ou s'entraînaient dans les champs de tirs, avant de rejoindre leurs régiments cantonnés aux abords de la ville. Outre ces sorties habituelles, une colonne de soldats empruntait chaque jour la rue de Paris sur toute sa longueur, passait près de la place de la Victoire, puis rue de Pologne et pénétrait dans l'hôpital par la rue Baronne-Gérard. Dans une des parties du bâtiment se trouvait un service de santé pour les soldats qui venaient passer leur visite médicale.

Huit jours avant la date fatidique, un plan s'élabore car ces déplacements, fréquents et réguliers, se prêtent à une attaque des francs-tireurs et notamment ceux de la colonne se rendant à l'hôpital. Ce sera notre cible.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Aussitôt, ils vident les poches du traître. Ils veulent son portefeuille et ses papiers pour vérifier s'ils n'ont pas fait d'erreur sur la personne et trouver, si possible, des preuves de sa trahison.

« Qu'est-ce que vous me voulez ? » Sans une parole, Robert Witchitz lui met sous les yeux la carte du Parti fasciste italien trouvée dans sa poche. « Qu'est-ce que ça prouve ? Je suis un honnête artisan. » « Et ça ? » réplique Witchitz, en lui montrant une liste de noms et d'adresses. Rien que des Italiens. Les prochaines victimes à dénoncer. L'homme ne comprend que trop bien le motif de cette visite. Il se met à larmoyer. « Ne me faites pas de mal, laissez-moi vous expliquer... » Robert Witchitz et son compagnon, le matricule 10 299, n'en écoutent pas davantage. L'horloger s'écroule frappé par plusieurs balles. Les deux compagnons sortent sans un mot, remplis d'écœurement.

La nuit vient de tomber. Ils rejoignent le matricule 10 612 qui guette à l'extérieur, prêt en cas de menace. Tous trois enfourchent leurs vélos et disparaissent.

Après cette action, nul n'a su ce qu'est devenu le 10 612. Aussitôt après, les disparitions d'immigrés italiens cesseront dans ce coin de Seine-et-Oise.

## Sur la ligne Paris-Montargis – nuit du 20 au 21 septembre

Dans la soirée du dimanche 19 septembre, Boczov reçoit un message du Comité de coordination : « Un convoi chargé de matériel de guerre très important doit être acheminé de Paris vers l'Allemagne via Fontainebleau, Veneux-les-Sablons, Nemours, Montargis, dans la nuit du 20 au 21 septembre. Le déraillement doit s'effectuer près du village de Fay-lès-Nemours entre minuit et 1 heure du matin. » Ne disposant que de vingt-quatre heures

pour organiser cette action, une véritable course contre la montre s'enclenche automatiquement.

Dès le lendemain matin, Boczov alerte ses compagnons : Elek, Wajsbrod, Glasz et Fingerwajg. En quelques heures, il réunit également l'outillage habituel, les revolvers chargés et un peu de nourriture. Tout doit être prêt pour le rendez-vous de 15 h 30, gare d'Austerlitz. À l'heure dite, tous les cinq se retrouvent comme prévu.

Avec cette prudence qui leur est devenue une seconde nature, ils montent dans le train. À 18 heures, ils arrivent en gare de Nemours. Ils se séparent.

Dissimulée à présent par les bois de Nanteau, l'équipe au complet longe la nationale 7. Après avoir traversé avec précaution Portonville, elle emprunte le pont sur le Loing pour arriver au lieu indiqué par les cheminots. Les marcheurs s'arrêtent.

Pendant que leurs trois compagnons, cachés dans les taillis à deux cent mètres, préparent le matériel, Boczov et Glasz, attentifs à tout ce qui bouge, étudient le terrain. Vers 21 h 30, tout est au point. Ils s'autorisent alors à manger leur casse-croûte et à prendre un peu de repos, tout en surveillant avec attention les voies.

Les heures s'égrènent lentement. Minuit. Cinq ombres s'activent pourtant sur la voie. Elles déboulonnent quinze traverses, puis l'écartent en l'espace de trente minutes. L'affaire est terminée. Les silhouettes rassemblent leur matériel et regagnent, l'une derrière l'autre, la profondeur du bois. Dix minutes plus tard, un vacarme infernal déchire ce silence d'encre. Quelques mètres plus loin, le train vient de dérailler.

Les cinq compagnons apprendront que la locomotive et trois wagons avaient terminé leur course dans le ravin. Aux alentours, le matériel de guerre allemand était éparpillé et détérioré.

## Près de Brie-Comte-Robert – nuit du 23 au 24 septembre

L'équipe qui avait opéré dix jours plus tôt sur le Paris-Troyes est appelée à reprendre du service. L'objectif : un déraillement sur la ligne de chemin de fer vers l'Allemagne qui passe par Brie-Comte-Robert et Troyes.

Participent à cette opération : Szapiro, Goldberg et Geduldig. Quant à Pawlowski, il est remplacé par une nouvelle recrue, le matricule 10 603, qui disparaît aussitôt après, sans laisser de traces.

Le sabotage a lieu près du village de Coubert, à cinq kilomètres de Brie-Comte-Robert et à dix au nord de Melun. Selon le communiqué, le trafic de cette ligne sera interrompu pendant plusieurs heures après que l'équipe aura regagné sans incident la capitale.

## Un dîner explosif – samedi 25 septembre

La rue du Moulin-Vert, dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, se rétrécit à la hauteur du 63 pour former un angle. C'est là que s'élève un bar-restaurant qui ressemble à une élégante villa de la fin du XIX<sup>e</sup>. Derrière son rideau de verdure, on aperçoit la clientèle, composée principalement d'officiers allemands et de « gros bonnets » de la collaboration. Ici, on devine qu'il n'y a aucune restriction. Rien que de la bonne chère et de bons crus. Ce soir-là, quinze à vingt militaires sont réunis autour d'un dîner.

Arrivés séparément quelques minutes avant l'attaque, les résistants sont déjà postés à l'endroit prévu par leur plan.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

francs-tireurs arméniens : Diran Vosgueritchian et Arpen Tavitian, alias « Manoukian ».

Les bureaux du traître Bruneton sont installés dans les bâtiments de l'École des mines, boulevard Saint-Michel. Ses entrées et sorties sont attentivement observées depuis quelques jours par l'équipe. Le matin du 5 octobre, Bruneton pénètre dans l'immeuble où siègent ses services. Diran Vosgueritchian, présent sur le terrain, apporte le témoignage suivant : « Peu avant l'heure à laquelle Bruneton quittait habituellement son bureau, Arpen Tavitian et moi-même, respectivement troisième et quatrième défenses, étions postés boulevard Saint-Michel. Nous avons attendu une demi-heure. Personne. Intrigués et inquiets de n'avoir pu accomplir notre tâche, nous nous sommes retirés, conformément à la consigne, jusqu'à l'avenue de l'Observatoire. Nous devions restituer les revolvers à Olga Bancic, Pierrette, qui nous attendait, comme convenu, assise sur un banc. Nous étions arrivés près d'elle et Arpen s'apprêtait à lui remettre son arme, quand deux coups de feu retentirent. Blessé, Arpen s'écroule sur le banc près de Pierrette qui s'écrie "Arrête ! Arrête !" Sans perdre un instant, j'ai relevé mon ami pour l'aider à s'éloigner de ce quartier devenu compromettant. »

Ayant eu connaissance de la blessure d'Arpen, l'événement demeure, malgré ce témoignage, en partie inexplicable, d'autant plus que le communiqué le relatant a été égaré. Cette action est une « bavure ». Le drame a été évité de justesse. Cependant, dans toute guerre, toute révolution ou tous faits de résistance, ce risque existe. Nul n'est à l'abri de l'erreur, ce qui n'enlève rien au courage ni à l'initiative des combattants. Ayant découvert quelques fragments de rapports de police qui m'ont permis d'éclairer cette affaire, voici donc la reconstitution de cette action manquée.

\*

Après l'exécution de Ritter, la peur et l'affolement s'étaient emparés des dirigeants du STO. Bruneton avait de bonnes raisons de penser que son tour était proche. Il décida alors de prendre des gardes du corps pour l'accompagner à son bureau. Est-ce par hasard ou par intuition que ce 5 octobre 1943 – sept jours après l'attentat contre Ritter –, il quitta son bureau avant l'heure habituelle, vraisemblablement par la porte de derrière donnant sur le jardin du Luxembourg ? Les francs-tireurs ne pouvaient donc le voir sortir par la porte principale. Ils durent se replier, après une demi-heure de vaine attente.

Dès qu'ils furent arrivés près du rendez-vous convenu, l'un des francs-tireurs remarqua un homme qui se penchait sur « Pierrette ». Pensant que c'était un policier qui voulait l'appréhender et la fouiller, il fit feu. Ce n'est pas le policier qui sera touché mais bien Arpen Tavitian qu'il ne connaissait pas. Les cris de « Pierrette » feront cesser son tir. Il s'éclipsera, sous le regard effrayé des passants. L'incident risquant d'attirer la police, le groupe se dispersa rapidement.

Je reste persuadé que le responsable du groupe a été contraint, pour des raisons que j'ignore, de présenter hâtivement les francs-tireurs les uns aux autres, sur les lieux du rendez-vous. Peut-être n'a-t-il pu faire, à ce moment-là, qu'une présentation à distance des deux Arméniens, Diran Vosgueritchian et Arpen Tavitian, venus prêter main-forte à ces deux hommes. L'un de ces derniers, voyant un inconnu se pencher vers « Pierrette », a pu logiquement croire que sa camarade de combat était en danger. Pour la défendre, il a tiré. Il n'est pas difficile d'imaginer le courage et la peine de Diran Vosgueritchian pour transporter son compagnon blessé et réussir ce tour de force, sans attirer l'attention des gens.

Sur le chemin du retour vers le quartier Alésia, dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement, Arpen souffre atrocement. Il faiblit à vue d'œil. Un cauchemar pour les deux hommes. Il supplie de s'arrêter quelques instants. Diran avise une porte cochère. Il entre dans l'immeuble et installe son ami dans l'escalier, le réconforte et tente d'apaiser sa douleur. En même temps, il réfléchit et se souvient que, non loin de là, se tient le cabinet de consultation d'un médecin d'origine arménienne, le docteur Medzadourian, responsable des scouts arméniens de France. Diran reprend espoir et le fait partager à son compagnon. Après avoir relevé le blessé avec d'infinies précautions, les deux amis sortent dans la rue. Tout est calme. Diran épaula à nouveau Arpen qui, malgré son épuisement, trouve encore le courage de marcher jusque chez ce médecin.

Face à ce dernier, Diran n'hésite pas. « Docteur, nous sommes des résistants français, d'origine arménienne, comme vous. Mon camarade est blessé. Je vous demande de le soigner, d'accepter d'accomplir ce devoir envers la France. » Touché par ces quelques mots, le praticien examine la blessure et prodigue les premiers soins. Cependant, Arpen est sérieusement atteint. Il faut le traiter plus en profondeur. Estimant qu'il ne peut le soulager davantage, le docteur Medzadourian insiste : « Je ne suis pas chirurgien et je n'ai pas le matériel nécessaire. Je vous conseille de vous rendre immédiatement dans une clinique proche d'ici en vous recommandant de moi. » Il remet alors, sur-le-champ, une lettre portant l'adresse de l'établissement. Diran le remercie vivement et les voilà repartis. La recommandation du docteur Medzadourian est un véritable sésame. Dans cette clinique, des chirurgiens patriotes prennent en charge immédiatement le blessé et lui extraient deux balles.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## La maîtresse et l'amant – lundi 18 octobre

Fin 1942, suite aux consignes de sécurité prescrites en vue du début de l'action armée au printemps 1943, je change de domicile. J'avais un ami sûr : Frédéric Navar, agent de police à Montrouge. Nous étions du même régiment d'artillerie, le 182<sup>e</sup> de Vincennes.

Pendant les combats de juin 1940 dans les Ardennes, nous avions lié une chaude amitié. Son père, Léon Navar, était inspecteur au commissariat de Montrouge. Ses sentiments antiallemands ne faisaient aucun doute. Il me considérait un peu comme son fils et lorsque je lui ai demandé s'il pouvait me trouver un appartement, prétextant devoir me soustraire au STO, il n'a pas hésité un seul instant. En trois jours, il me procura un petit logement au 26 de la rue Racine, à Montrouge, sans que je me sois enregistré au commissariat de mon nouveau quartier, comme l'exigeait le règlement administratif.

De mon nouveau chez-moi, j'apercevais tous les soirs, au premier étage à droite, vers 20 heures, un homme en uniforme allemand muni d'un brassard marqué NSKK (*Nationalsozialistisches-Kraftfahrer-Korps*). Le motif de sa visite : retrouver sa maîtresse, Andrée Breval, responsable franquiste de la région sud de Paris, qui demeurait au deuxième étage de mon immeuble.

Tous les locataires de la maison faisaient grise mine à ce collaborateur lorsqu'ils le croisaient dans les escaliers, tandis que moi, je le saluais discrètement, affectant de n'avoir aucune hostilité à son égard. Je faisais de même quand je rencontrais le couple dans la rue, tant et si bien qu'ils me prirent en sympathie jusqu'à m'inviter chez Andrée Breval à boire le café et à jouer aux échecs. J'acceptai bien sûr avec empressement. Pour sauvegarder ma sécurité. J'étais clandestin et j'avais intérêt à

entretenir les meilleurs rapports avec un ennemi à la présence aussi assidue. Ensuite, je pensais pouvoir recueillir de lui des informations intéressantes. J'avais raison. Rapidement, je connus son nom : Fernand Harry-Pierre, garde du corps de Marcel Bucard, chef franquiste. J'avertis alors Manouchian. Il me demanda de le questionner adroitement, afin d'obtenir son adresse. Il a été exécuté.

La maîtresse de Fernand Harry-Pierre avait un mari, Albert Breval. En 1983, j'appris par sa sœur qu'il avait travaillé à la Compagnie des Compteurs de Montrouge et avait été requis pour le STO, en Allemagne. Au cours d'une permission, il n'avait plus voulu y retourner et s'était caché chez des amis. Sa femme l'avait dénoncé aux Allemands. Arrêté, le malheureux avait été torturé, puis réexpédié dans un camp de travail en Allemagne, après lui avoir arraché les ongles. C'est dans un état squelettique qu'il fut libéré en 1945 par l'armée soviétique.

Je me souviens de ce dimanche soir du 30 mai 1943. Je prenais le café chez Andrée Breval, tout en écoutant Fernand Harry-Pierre. Il m'exposait ses convictions fascistes, sa confiance dans le *Führer*, sa certitude de la victoire allemande, de la destruction de l'Angleterre... Hypocrite comme il n'est pas permis, je l'approuvais, rajoutant juste ce qu'il fallait pour le mettre en confiance. Sa vantardise eut raison de sa prudence. Il m'annonça que les 9 ou 10 juin, il aurait l'honneur de participer, avec la Gestapo, à une arrestation dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement. Les suspects étaient des personnalités importantes d'un réseau gaulliste qui, me dit-il, se réunissaient chaque semaine régulièrement à la même adresse. Mon sang ne fit qu'un tour, mais je n'en montrais rien.

Dès le lendemain, je prévins Manouchian qui transmit d'urgence le message à ses chefs hiérarchiques. Un grand danger menaçait des patriotes. Hélas, toutes ses démarches restèrent vaines. Le contact avec les gaullistes avait été impossible.

Pour m'assurer qu'il ne s'agissait pas d'une simple vantardise, je demandai négligemment à Harry-Pierre, lors d'une rencontre suivante, si l'arrestation dont il m'avait parlé avait réussi. Le cœur transpercé, j'appris que huit de nos patriotes gaullistes furent arrêtés et que des listes de noms furent saisies. Continuer de jouer la comédie devant tant d'abjection m'était très dur. Je devais cependant dissimuler à tout prix cette colère et cette douleur qui m'étreignaient.

Le lendemain, je rendis compte à Manouchian de la tragédie. Calmement, il ordonna sans tarder l'exécution du traître. Mais pendant deux mois environ, Harry-Pierre restait introuvable. Un jour, sa maîtresse me confia qu'il était descendu près de Lyon, pour s'entraîner dans un camp de miliciens. Dès qu'il réapparut à Montrouge, je demandai à mon camarade, Henri Karayan, d'accomplir l'ordre d'exécution. Je ne pouvais le faire moi-même. J'étais connu dans le quartier. Henri prépara son plan en tenant compte de la proximité du commissariat et de la *Kommandantur*.

Harry-Pierre prenait tous les soirs l'autobus porte d'Orléans et descendait à l'arrêt Perrier, dans la rue de Bagneux, à Montrouge. Karayan, chef de groupe, choisit de l'exécuter après sa descente de l'autobus, vers 19 h 45, à mi-parcours de la rue Perrier, beaucoup moins passante à cet endroit.

\*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nous ont remarqué ces derniers temps les filatures de police dont nous sommes l'objet. Nous verrons plus loin que Manouchian avait raison d'être inquiet et de redoubler de vigilance.

Les conditions de sécurité semblant réunies et l'objectif important, décision sera maintenue d'effectuer le déraillement à la date indiquée. Ce sera le dernier. Manouchian devait ralentir les actions. Au moins pour un temps.

\*

Le soir du 25 octobre, suivant le plan établi par Boczov, l'équipe des dérailleurs, placée sous la responsabilité de Wolf Szapiro, se rend à la gare de l'Est. Les précautions habituelles sont observées. Chaque franc-tireur pénètre séparément dans la gare et s'installe dans le train. Le matériel de déraillement, les revolvers, les cartes et les casse-croûte pour la nuit sont répartis dans des sacs de camping.

Après une heure trente de parcours sans histoire, le train stoppe à la petite gare de Mormant. Wolf Szapiro, Henri Pawlowski, Lajb Goldberg, Slama Grzywacz, Yone Geduldig et le matricule 10 207 descendent du train et s'éloignent de la gare, toujours séparément, à intervalles de cinquante mètres environ l'un de l'autre. Protégés par la nuit, ils se regroupent sur le lieu de l'action.

Je suis revenu sur les lieux en octobre 1979. À cet endroit, la voie ferrée enjambe la vallée de l'Avon sur un viaduc. L'équipe de Szapiro a dû déboulonner et tordre les rails sur la partie de la voie située vers le milieu du viaduc car, lorsque le convoi a déraillé, il est allé s'écraser au fond du ravin.

D'après le communiqué, il contenait d'énormes quantités de marchandises, des boîtes de sardines, du riz, du blé et diverses

conserves destinées à l'armée allemande du front de l'Est. Mon enquête m'a appris qu'il transportait également deux cents permissionnaires allemands. L'événement fit grand bruit parmi la population de la petite ville de Mormant, satisfaite de ce coup exemplaire porté à l'occupant de plus en plus honni. L'opération fut un succès. On en parla pendant plusieurs jours. Elle coûta cependant la vie à trois de nos compagnons, arrêtés sur le trajet du retour vers Paris.

Henri Pawlowski sera fusillé le 16 novembre 1943 à Chalon-sur-Saône. Wolf Szapiro et Lajb Goldberg seront parmi les vingt-trois fusillés du mont Valérien, le 21 février 1944.

## L'hôtel Montyon – mardi 26 octobre

Les plans de combat du commandement des FTPF avaient pour objectif d'abattre le plus de soldats et d'officiers allemands possible, non seulement pour diminuer leur nombre, mais surtout pour répandre parmi eux la panique et la démoralisation. Il fallait attaquer l'ennemi en permanence, jour et nuit, même dans ses cantonnements : les restaurants, les cafés, les hôtels. Ce harcèlement devait persuader chaque soldat, chaque officier que la guerre était perdue pour les hitlériens.

Les hôtels et restaurants, nombreux dans les quartiers de Montmartre et La Fayette, sont presque tous réquisitionnés. On s'amuse bien à Paris. Selon les déclarations de soldats de la *Wehrmacht*, l'anxiété est grande lorsqu'il faut quitter les plaisirs de Paris et retourner vers le front de l'Est. Celui-ci est devenu un immense cimetière de l'armée allemande. Un enfer. En comparaison, les opérations en Italie semblent un paradis. L'attaque de l'hôtel *Montyon* s'inscrit dans ce plan global de démoralisation.

\*

Au 15 rue de Montyon, près des *Folies-Bergère*, une quarantaine d'officiers, sous-officiers et soldats sont hébergés le temps de leur permission. Ils ont l'habitude de prendre leur repas dans la grande salle à manger dont l'entrée et les fenêtres ouvrent sur la rue. La prochaine attaque leur est destinée.

Manouchian, conscient des dangers qui pèsent dans un quartier aussi militarisé, la confie à Rayman et à l'Équipe spéciale. En collaboration avec Kneler et Celestino Alfonso, « Marcel » prépare le plan qui sera approuvé par le responsable militaire.

La guerre n'est pas synonyme de tristesse pour tout le monde. Nombreux sont les promeneurs nocturnes à qui le marché noir ou la collaboration permettent de s'offrir les spectacles et les restaurants, pourtant hors de prix. L'animation est intense sur les boulevards et quelques rues adjacentes. Le grand cinéma *Le Rex* est réservé aux troupes d'occupation et ne projette que des films doublés en allemand. L'*ABC* affiche Tino Rossi. André Dassary passe à *Bobino*. Andrex et Charles Trenet chantent à *Sa Majesté*. L'*Opéra* est complet. Les *Folies-Bergère*, *Concert Mayol*, les cabarets sont remplis en majorité par les militaires allemands. Après le spectacle, ils vont dîner dans les grandes brasseries comme *L'Alsace* ou *Au Pied de Cochon* aux Halles. Les maisons de passe des rues Saint-Denis et d'Aboukir ne chôment pas, quant à celles de la rue Blondel, elles sont réservées uniquement aux troupes. Atmosphère étrangère, faussement gaie où la défense passive impose l'obscurité complète dans les rues. De temps à autre, une lumière brille quelques secondes, quand s'ouvre la porte d'un de ces établissements de plaisir.

À 20 heures, dans la salle à manger de l'hôtel *Montyon*, les Allemands sont encore à table. Ils entament le dessert, puis le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Manouchian aurait peut-être accédé à cette demande qui, dans le contexte, pouvait paraître logique. Mais il a en tête l'avertissement de « Patrick » au sujet d'« Albert ». Prudent, il refuse de se plier à cette exigence absolument contraire au règlement, impensable en raison du strict anonymat qu'impose la sécurité. Exigence extrêmement grave dans ce moment où la police est aux trousses des résistants.

C'est alors que « Roger » appuie « Albert ». Il insiste pour que Manouchian lui indique les noms et adresses. Il le menace de se voir traité comme indiscipliné. Il lui interdit même de conseiller à ses hommes de changer de domicile, sous peine d'être considéré comme déserteur (voir la déclaration de Tomasina). Manouchian n'a maintenant plus aucun doute sur la véracité des informations de « Patrick ». Il sort de cette réunion dans un pénible état d'inquiétude, convaincu que « Roger » et Dawidowicz sont des agents infiltrés par l'ennemi.

Mais, en dépit des menaces proférées à son égard, sa décision est prise et mise aussitôt à exécution. Fin octobre, il ordonne l'arrêt des attentats. Toutefois, deux équipes n'ayant pas été averties à temps exécutent encore deux actions, l'une le 26 octobre contre l'hôtel *Montyon*, l'autre le 30, contre le restaurant de la rue Caumartin.

À partir du 1<sup>er</sup> novembre, toute activité militaire cesse. En même temps, Manouchian manifeste son intention de rencontrer un responsable de l'Armée secrète politique pour lui faire part de ses décisions. Il connaît un sentiment de profonde solitude, d'imminence du danger, que son épouse Mélinée raconte avec une poignante émotion dans son livre.

Manouchian ordonne également la dispersion des francs-tireurs placés sous ses ordres, et tout particulièrement celle des Juifs polonais et roumains – sans doute parce que Dawidowicz

est polonais et « roger » roumain et que les deux hommes se connaissent intimement. Cette hypothèse me paraît confirmée par le fait que Manouchian n'avait gardé auprès de lui qu'un petit groupe composé de trois Italiens (Fontano, Della Negra, Luccarini), trois Français (Rouxel, Witchitz, Cloarec) et trois Arméniens (Karayan, Kostantinian, et moi). Olga Bancic fut retenue provisoirement pour le transport d'armes en vue de l'attaque dite de « survie » pour récupérer des fonds rue La Fayette, le 12 novembre. Quant à Marcel Rayman, il restera à Paris car il est le conseiller le plus intime de Manouchian.

J'ignorais, à l'époque, cette réunion. Mais je me souviens parfaitement de ce rendez-vous avec Manouchian, au début du mois de novembre, avenue Victor-Hugo. Dès son approche, j'avais remarqué aisément, puisque je marchais à sa rencontre sur le trottoir d'en face, que deux individus le suivaient à distance. Aucun doute n'était possible quant à leur fonction. J'ai traversé la rue pour le prévenir. « Je sais, répondit-il, je commence à les connaître. Pour l'instant, de deux choses l'une. Ou ils nous croient armés et ils ne bougent pas car ils ont peur, ou plus vraisemblablement ils ne savent pas tout et attendent le moment propice pour accueillir le groupe tout entier. Suis-moi à trente mètres et fais semblant de me protéger. Il faut absolument que je voie Rayman un peu plus loin. » En réalité, nous n'étions jamais armés lors de nos rencontres, mais uniquement au moment des actions.

J'ai pris alors mon allure la plus décidée, la main droite dans la poche, comme pour tenir un revolver. Je marchai derrière lui sur environ deux cents mètres et, à ma grande surprise, dès qu'il se trouva face à Rayman, il me fit signe de me joindre à eux. J'étais surpris. Il nous avait toujours interdit les rencontres à trois. Il devait se passer quelque chose de grave. Je m'approchai.

Aussitôt, les deux policiers disparurent. Est-ce par peur ? Allaient-ils donner l'alerte et boucler le quartier ?

Brièvement, Missak nous renouvela à tous deux le conseil de changer de domicile. Marcel, avec son petit sourire habituel, répondit : « C'est drôle ! Arsène voit partout des policiers, et ce n'est pas la première fois. »

Nous nous assurons que les flics sont provisoirement semés, puis Missak et Marcel descendent dans le métro à la station Victor-Hugo, tandis que je vais jusqu'à Boissière en direction de la rive gauche. En chemin, les paroles de Rayman me trottent dans la tête. A-t-il raison ? Ma méfiance est-elle exagérée ? Ou bien veut-il me faire comprendre que ce n'est pas le moment de ralentir le combat ? La suite, hélas, me donnera raison. Marcel est un compagnon de combat magnifique, courageux, parfaitement maître de lui dans l'action. Mais il ne pense qu'à lutter avec rage contre le régime fasciste. Il l'affirmera avec une incomparable dignité, lors du procès des vingt-trois : « Je rappelle au tribunal mon impossibilité de vivre sans lutter contre la force armée allemande. » Il a un tel compte à régler avec le nazisme qu'il ne veut pas voir les mailles du filet tendu par la Gestapo qui se resserrent chaque jour davantage. Son domicile fait l'objet d'une perquisition. Ce jour-là, il est absent, échappant ainsi de justesse à l'arrestation.

Oui, la prudence exigeait un arrêt des combats. C'était l'intention de Manouchian.

\*

Tous les francs-tireurs sont à bout de ressources. Ils ne mangent pas à leur faim, surtout les Juifs que les circonstances privent de l'appui de leur communauté. Il faut s'arrêter. Au

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

semaine plus tard. Certains situent son arrestation au 26 octobre. « Seules les archives de la police pourront nous éclairer sur ce point. » J'ai exposé précédemment ce qui m'incline à penser qu'il a dû être arrêté dans la première quinzaine d'octobre. A-t-il parlé pendant son séjour entre les mains de la police ? Des témoins l'affirment. En tout cas, étant donné le cloisonnement de notre organisation et notre anonymat, il ignorait en partie ce que la police voulait savoir : les noms et adresses des membres du groupe.

Il est probable que la police l'a relâché sous la condition qu'il s'arrange pour fournir ces renseignements, ce qui expliquerait la discussion orageuse lors de la dernière réunion du triangle au cours de laquelle Manouchian a refusé de fournir la liste des noms.

J'ai naturellement abordé la question Dawidowicz avec Boris Holban. Il m'a dit l'avoir attiré dans un pavillon de banlieue. Là, avec d'autres camarades du réseau, ils auraient procédé à son jugement et, ayant constaté sa trahison, l'auraient exécuté. Aux questions que soulève ce récit, Boris Holban refuse catégoriquement de répondre. Comment Dawidowicz a-t-il été exécuté ? La date, même approximative, de son exécution ? Où se trouvait exactement ce pavillon ? On sait seulement qu'il est sur la ligne de Sceaux. Qui étaient les « juges » qui l'accompagnaient ? Qu'est devenu le corps de Dawidowicz ? A-t-il été abandonné dans le pavillon ? A-t-il été enterré ? Où ?

Des versions contradictoires et mensongères m'ont été rapportées. L'un dit qu'il a été étranglé, l'autre qu'il a été noyé dans la cuve à mazout ou dans une citerne de jardin ou alors abattu dans la forêt.

Je continue de m'interroger. Puisque Dawidowicz a été reconnu coupable de trahison, c'est qu'il « travaillait » pour la Gestapo depuis, au moins, sa sortie des locaux de la préfecture

de police, en octobre 1943. Ce qui signifie que ladite police ne devait pas le quitter d'une semelle. Comment, aussi « protégé », a-t-il pu tomber dans un guet-apens ? Pour l'attirer à ce rendez-vous fatal, comment Boris Holban a-t-il pu avoir le contact avec Dawidowicz sans être lui-même remarqué par la police ?

On peut se poser la question : Dawidowicz a-t-il vraiment été exécuté ? Le flou qui entoure la date de cette exécution (en décembre dit Holban, début novembre prétend Adam Rayski dans *Nos illusions perdues*) ne couvrirait-il pas un autre mystère ? N'est-ce pas la raison pour laquelle la police attendait Manouchian à son rendez-vous avec « Gilles » à Évry-Petit-Bourg ? Si elle l'attendait, c'est qu'elle savait la date, l'heure, le lieu et la qualité des hommes qui devaient s'y rencontrer. Pour organiser cette rencontre avec Epstein et Manouchian, il y a eu forcément un intermédiaire qui savait, lui, et qui a dû informer la police. Boris Holban, qui assurait la liaison entre le triangle et la MOI politique ne doit pas ignorer qui était cet intermédiaire.

Stéphane Courtois, Philippe Ganier-Raymond, mais aussi Adam Rayski, dans *Nos illusions perdues*, ont prétendu que le Parti communiste avait refusé d'autoriser un repli stratégique, vers la zone « libre », de cinquante ou soixante francs-tireurs menacés. Ceux qui ont vécu la période, tous ceux qui ont combattu dans la Résistance, savent bien que des déplacements aussi importants – sans compter la protection des familles – étaient extrêmement difficiles à organiser entre les deux zones – la zone sud étant d'ailleurs elle aussi occupée depuis novembre 1942. Prévoir un déplacement de plusieurs dizaines de personnes, toutes en situation irrégulière, avec, parmi elles, le double de clandestins et de nombreux Juifs sur quatre cents (de Lyon) ou huit cents (de Marseille) kilomètres, aurait été une entreprise considérable. Traverser la ligne de démarcation, qui subsiste malgré l'occupation totale du pays, avec l'étroite

surveillance des nazis et de la police de Vichy, prévoir les complicités, les points de chute, l'hébergement, les frais de nourriture, refaire de fausses identités, assurer la distribution des tickets d'alimentation ou même simplement organiser le déplacement en chemin de fer aurait demandé, outre des semaines d'effort sans être assuré de l'issue du résultat, des sommes considérables dont nous ne pouvions évidemment pas disposer en un instant. D'où l'opération de la rue La Fayette du 12 novembre.

Dans cette course de vitesse engagée entre les bourreaux et leurs futures victimes, la police allemande, avec son impitoyable organisation, avait réuni assez de renseignements pour arrêter le groupe. Depuis longtemps déjà, je suis persuadé que « Roger » dit Boris Holban et « Albert » dit Dawidowicz ont été introduits par la police allemande au Front national juif afin d'infiltrer notre formation, la première section de l'Armée secrète. Les vrais, les seuls coupables sont là. Le zèle de la Brigade spéciale française lui valut les remerciements du général SS Oberg. Les dénonciations, quant à elles, n'ont fait qu'accélérer un processus auquel, à terme, les combattants pouvaient difficilement échapper. Encore faut-il souligner que, grâce aux premières mesures de suspension des combats prises par Manouchian devant l'imminence du danger, nous n'avons perdu qu'une vingtaine de francs-tireurs. Mais seule la Libération arrêtera ces « chasses à l'homme ».

[1](#)- Il sera jugé et exécuté après la Libération.

[2](#)- Le texte intégral de cette lettre a été publié, entre autres, dans *Manouchian*, de Mélinée Manouchian, paru en 1974 aux Éditeurs français réunis et dans *On les nommait des étrangers* de Gaston Laroche, paru en 1965 aux Éditions sociales.

[3](#)- Voir en annexes.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



**Arsène Tchakarian**, Arménien, né le 21 décembre 1916 à Sabandja (Turquie). Responsable du premier groupe. Pseudonyme : Charles. Matricule 10 313. Survivant. Vit actuellement en banlieue parisienne.



**Alexandre (Iskender) Konstantinian**, Arménien. Pseudonyme : Robert. Matricule 10 307. A survécu. Décédé à Marseille en 1982. Inhumé au cimetière de Marseille.



**Henri (Haroutioun) Karayan**, Arménien, né à Istanbul. Responsable du troisième groupe. Pseudonyme : Louis. Matricule 10 308. A survécu. Décède à Paris en novembre 2011.



**Haïk Tebirian**, Arménien, né en 1910 à Nicomedi (Ada-Pazar) en Turquie. Pseudonyme : Hardy. Matricule 10 618. Mort au combat le 15 août 1944 à Tronde (Meurthe-et-Moselle). Inhumé au cimetière communal de Bagneux.



**Arpen Tavitian (Arménak Manoukian)**, Arménien d'URSS, né le 7 novembre 1898 à Chouchi (Karabagh). Pseudonyme : André. Matricule 10 050. Arrêté le 20 novembre 1943 à son domicile, il est fusillé au fort du mont Valérien le 21 février 1944. Inhumé au cimetière parisien d'Ivry.



**Diran Vosgueritchian**, Arménien, né en Égypte. Pseudonyme : Joseph. Matricule 10 051. A survécu. A fait évadé des prisonniers soviétiques dans le sud de la France. Décède dans les années 1990.



**Primo Rino Della Negra**, Italien, né le 18 octobre 1923 à Vimy (Pas-de-Calais). Pseudonymes : Robin et Chatel. Matricule 10 233. Blessé pendant l'attaque rue Lafayette le 12 novembre 1943, il est arrêté puis fusillé au fort du mont Valérien le 21 février 1944. Inhumé au cimetière parisien d'Ivry.



Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

QUATRIEME DETACHEMENT - Déraillement -

Dans la nuit du 10 au 11 juillet, trois partisans matricules 1003, 10215, 10518, ont fait dérailler un train de permissionnaires boches sur la ligne Paris-Cherbourg. L'explosif a fait son effet avant l'arrivée de la locomotive. Le train a été immobilisé immédiatement. La locomotive et les premiers wagons ont été détériorés. Malgré les coups de fusils des hommes qui tiraient à tort et à travers, les partisans se sont retirés sans perte, en bon ordre.

DEUXIEME DETACHEMENT -

Le 19 Juillet - le matin dans la rue du 4-Septembre à Vanves, 4 partisans armés de grenades et de pistolets, ont attaqué un détachement allemand au moment où celui-ci rentrait dans le Parc de l'exposition. La grenade a explosé en plein milieu du détachement. Il y eut plusieurs morts et blessés. Le grenadier matricule 10156 était à vélo, les autres matricules 10182, 10182, 10198, étaient pour sa protection. L'action a produit une profonde satisfaction parmi la population.

EQUIPE SPECIALE - Le 21 juillet, au matin, un traître dénonciateur de patriotes, a été abattu par 3 partisans armés de pistolets. L'action a eu lieu dans la rue Marie-Louise, et exécutée par les matricules 10291, 10318, 10305. Nos camarades se sont retirés sans aucun empêchement bien que la rue était à ce moment là très animée.

DERAILEMENT - le 28 juillet - Pendant la nuit, 3 camarades, les matricules 10003, 10306, 10199, ont exécuté un déraillement de train sur la voie ferrée de Paris-Chateau-Thierry. Les camarades après avoir déboulé le rail entre 6 traverses, ont déposé une charge d'explosif. Au moment du passage de la locomotive, la charge a fait explosion et le rail étant dégagé a sauté. Une partie du train qui était de marchandises a complètement déraillé l'autre est restée immobilisée sur place. Les camarades se sont bien retirés.

X EQUIPE SPECIALE - le 28 juillet à 9h30 du matin, au coin de la rue Paul Doumer et rue Nicolo, Paris XVI°, notre équipe d'élite, 4 camarades, armés de grenades et de pistolets, a attaqué à la grenade la voiture décapotée du Général Commandant du Grand Paris, VON SCHLONBURG. Dans la voiture, il y avait le Général, son aide de camp et son chauffeur. La grenade a été tellement bien lancée qu'elle est tombée au milieu de la voiture et des 3 boches. L'explosion a eu lieu à l'intérieur de la voiture qui a dégringolé avec ses occupants déchiquetés. Les camarades qui ont participé à cette action sont 10318, 10291, 10305, 10161. Tous sont bien rentrés. Le grenadier mat. 10318 qui s'est distingué par son courage et son sang-froid est proposé pour la citation ainsi que toute l'équipe qui a participé avec lui à cette action.

.....

Le 31 Juillet au soir, une équipe de trois partisans, matricules 10248, 10279, 10286, a attaqué à la grenade un groupe d'officiers allemands (6) près de la gare de la Eolie. Tous les officiers ont été touchés par les éclats. Les partisans qui étaient à vélo se sont retirés sans encombre.

COMMUNIQUE du 1er au 30 AOUT 1943

QUATRIEME DETACHEMENT - Déraillement. Dans la nuit du 3 au 4 août sur la ligne Paris-Reims, près de la gare Ferté Milon, six partisans armés de pistolets et d'outillages nécessaires ont fait dérailler un train de permissionnaires boches.

Sous une pluie torrentielle, mouillés jusqu'aux os, les camarades ont déboulonné 15 traverses, dévissé l'éclisse et écarté le rail vers l'intérieur. Quelques minutes plus tard, le train est arrivé. La locomotive est sortie de la ligne. Dans l'obscurité de la nuit, l'espace a été éclairé par le feu de la locomotive. Les wagons se sont écrasés les uns sur les autres. Des centaines de morts et blessés d'après nos renseignements contrôlés. Les camarades se sont repliés en bon ordre, dirigés par leur chef. A cette belle action, ont participé les matricules 10003, 10211, 10282, 10199, 10308, 10350.

EQUIPE SPECIALE - RECUPERATION d'ARGENT - le 8 Août, lundi après-midi, notre équipe d'élite de 4 partisans armés de pistolets est rentrée dans le domicile d'une copine responsable du Parti arrêtée par la Police et emprisonnée depuis quelque temps. La chambre était consignée et scellée par la Police boche et française. Les camarades ont fait sauter la serrure et pénétrant hardiment à l'intérieur ont pris la somme importante et les documents du Parti qui se trouvaient dans une cachette. C'est la première action de ce genre que nous faisons dans notre secteur. Nous persévérons encore plus hardiment dans ce genre d'action. Ont participé 10318, 10305, 10161 et nouveau.

3ème DETACHEMENT - Objectif traître à la Patrie - Le 11 Août, mercredi soir vers 22 heures, sur le Ed Ney, près de la Porte St Ouen, deux jeunes patriotes de 16 et 17 ans, les matricules 10273, 10247, armés de pistolets ont abattu un des premiers collaborateurs de Marcel Bucard, José Delaplace. Ce traître à la Patrie et collaborateur des boches avait plusieurs fois maltraité des travailleurs et dénoncé aux boches plusieurs communistes et patriotes.

Grenadage - le 13 août, vendredi après-midi à 14h30 au coin de la rue Colonel Gilon et la petite rue Guttenberg, trois jeunes partisans armés de pistolets et de grenades ont attaqué un détachement de 30 boches. Le détachement était défendu par derrière et devant par quatre soldats armés de mitraillettes. Cela n'a pas empêché les jeunes gars qui ont lancé en plein milieu du détachement leur grenade. Avec un sang-froid et un calme magnifique, les partisans ont sauvé en même temps la vie d'une femme en l'avertissant de s'écarter de la route suivie par les boches. A cette action ont participé les matricules 10293, 10286, 10241.

QUATRIEME DETACHEMENT - Déraillement manqué dans la nuit du 12-13 Août. Six partisans armés de pistolets et d'outillages nécessaires ont travaillé pendant 2 heures près de la gare de Maison Rouge et n'ont pas réussi à obtenir un résultat positif. Ils ont quitté l'endroit sans finir le travail. La direction du détachement après avoir longuement discuté avec les camarades a trouvé les causes suivantes pour cette action manquée.

- a) c'est la première fois que l'équipe sortait sans le chef du détachement. 306 282 191 313 050 051
  - b) il leur manquait l'esprit d'initiative et de persévérance.
  - c) l'orientation dans le travail et un meilleur usage des outils.
- Après une saine et énergique autocritique, l'équipe s'est engagée sur l'honneur du partisan de ressortir aussitôt et de faire une action pleinement réussie.

QUATRIEME DETACHEMENT - Déraillement bien réussi. Dans la nuit du 17/18 Août, sur la ligne Montrou-Longville, six partisans, en vingt minutes ont déboulonné un rail entier et fait dérailler un train de permissionnaires boches qui venait de l'Est à 5h du matin. Il devait contourner Paris par cette ligne. D'après notre propre contrôle, le déraillement a réussi d'une façon magnifique. Il y a des centaines de morts et de blessés. La locomotive et plusieurs wagons entiers sont détruits. Vers midi, la ligne était encore encombrée par la destruction de vies humaines et matériel. Toute la population de la région est contente de cette action. Tout le monde la commente favorablement aux partisans. Les boches ont arrêté plusieurs innocents des gardes lignes et des cheminots. A cette action ont participé les matricules 10020, 10199, 10351, 10306 et deux nouveaux camarades. C'est la première fois que le groupe sortait sans son chef du détachement. Ils ont été félicités par la Direction. 152 604

EQUIPE SPECIALE - Un major a été abattu dans le Parc Monceau le 19 août par un patriote armé de pistolets. L'endroit est trop militarisé. Sur la place il y avait des gendarmes allemands qui ont tiré sur le partisan. Un jeune allemand habillé en civil qui habitait tout près de l'endroit de l'action a attaqué notre franc tireur avec son poignard sans pouvoir l'atteindre. La Police Française qui raflait sur la place est intervenue et a commencé à poursuivre le camarade. Malgré toutes ces difficultés et dangers, notre héros a réussi à se sauver, défendu par trois autres partisans et aidé d'un patriote qui l'a fait monter sur sa bicyclette et l'a emmené loin du lieu de l'action. Toute l'équipe est rentrée saine et sauve gonflée du courage et d'héroïsme. A cette action ont participé les matricules 10318, 10305, 10161 et le nouveau qui a fait le coup.

TROISIEME DETACHEMENT - Le 20 août, vendredi matin au coin de la rue Louis-Philippe et l'avenue du Roule à Neuilly, un officier supérieur de l'Etat Major boche qui dirige la trésorerie de l'armée allemande à Neuilly a été abattu par trois jeunes patriotes armés de pistolets. Aucune réaction de la part de la population et de certains soldats qui circulaient dans les environs. Les partisans 10266, 10279 et 10254 se sont repliés sous les regards des ouvriers qui travaillaient tout près de l'endroit de l'action.

...

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

- le 16 juin : jet de grenade dans un débit de boisson rue du Hanovre,
- le 31 juillet : jet de grenade sur un groupe de voyageurs à la gare de la Folie à Nanterre,
- le 11 août 43, coups de feu contre Delaplace José, Bd Ney Paris,
- Le 20 août 43, coups de feu contre le capitaine Thielepin, av. du Roule à Neuilly s/S.
- le 4 sept 43, au pistolet contre le soldat allemand Schenfelder Huber, Porte de Choisy,
- le 17 sept. 43 : coups de feu contre M. Tagliaferi à Argenteuil
- le 25 sept. 43 : jet d'une grenade dans un café 77 rue de la Voie verte à Paris,
- en Octobre 43 : jet d'une grenade dans un restaurant réquisitionné, av. Mac Mahon,
- le 4 novembre 43 : attaque à main armée dans le but de voler sept bicyclettes dans un garage, av. de Paris à Vincennes,
- le 12 nov. 43 ; au pistolet contre deux ressortissants allemands rue La Fayette.

Le détachement des « dérailleurs » : 8 exécutants de cette active formation ont été arrêtés :

BOZCOR Joseph, né le 3.8.1905 à Felsobalya (Hongrie) célibataire sans enfant, ébéniste sans travail, dt 9 rue Caillaux à Paris 13<sup>e</sup>, militant depuis 1942 assurait la mise au point et l'essai d'engins de toutes natures. Les bombes cylindriques à couvercle embouti du type « Claude Tillet » sont de sa conception et de sa fabrication. Il était connu sous le nom de « TOROK François ». Il était porteur d'une fausse carte

d'identité française à son nom. Au dépôt de matériel qu'il contrôlait 1 bis rue Lanneau ont été découverts :

- une mitrailleuse « Mauser », un pistolet 6 mm 35 « Mauser »,
- un pistolet 7MM65 (« Action », un poignard, une bombe,
- 25 distributeurs de détonateurs, 6 détonateurs électriques,
- 2 tubes explosifs, un pétard pour voie ferrée,
- 2 ovules incendiaires, une plaquette, id. 8 allumeurs à traction,
- un rouleau de cordon Bickford, une clef à tire-fond,
- 3 clés à molettes, un lot de cartouches,
- documents divers des F.T.P., un lot de tracts.

GLASZ Emeric, né le 14.7.1902 à Budapest (Hongrie) marié, sans enfant, hongrois de race juive, dt 37 rue Nationale à Paris 13<sup>e</sup>, ex-militant P.C., commandait le détachement sous le pseudonyme de « Robert ». Etait porteur de faux papiers au nom de « BOGNARD », – de 2 Feuilles dactylographiées intitulées « Les déraillements », – d'une feuille de papier manuscrite en langue étrangère. Perquisition : un lot de documents relatifs au F.T.P. Glasz a reconnu être également locataire d'un logement 109 rue Manin où une perquisition a amené la découverte de documents relatifs à l'activité du M.O.I. et un lot de titres d'alimentation de provenances diverses.

MARTINIUX Michel, né le 26.1.1918 à Wlodzunierz (Pologne) célibataire sans enfant, polonais de race juive, élève électricien ; dt 109, rue Manin, mais résidant en fait 17 villa Verlaine à Paris 19<sup>e</sup>. Ex J.C. en Pologne, il faisait partie depuis juillet 1943 du détachement des « dérailleurs » ou il est connu sous le nom de « Jean »

FINGERWEIG Moska, né le 25.12.1922 à Varsovie (Pologne) célibataire sans enfant, Polonais, de race juive, sans

profession, dt 74 av. Ledru-Rollin mais résidant 124 rue Véron à Alforville sous le nom de « BOURDIER ». Versé au détachement sous le pseudonyme de « Marius ». Porteur de faux papiers au nom de « BOURDIER Jean » Perquisition : une clé à molettes pour déboulonnage de voies ferrées, et un lot de tracts.

WAJBROT Wolf, né le 3.3.1925 à Krasniak (Pologne) célibataire sans enfant, Polonais, de race juive, mécanicien sans travail, dt 153 rue de Paris à Ivry, mais résidant chez sa maitresse 35 rue des Archives Paris 4<sup>e</sup>. Ancien J.C. il est connu au détachement « dérailleurs » sous le pseudonyme de « Marcel ». Il a été trouvé porteur de deux fausses cartes d'identité françaises, l'une au nom de « PLANTROU Marcel », l'autre au nom de « LAMBERT Marcel ». Il détenait : un pistolet 7 mm 65, un 6 mm 65 « Vennedor », un code d'honneur des F.T.P., - un lot de tracts.

BLEK Thomas, né le 27.12.1924 à Budapest (Hongrie) célibataire sans enf. Hongrois de race juive sans profession dt 7 rue Roger mais résidant 69 rue du Cardinal Lemoine sous le nom de « DSECAHMPS ». Connu sous le pseudonyme de « Tommy ». Porteur d'une fausse carte d'identité française au nom de « DESCHAMPS Pierre ». Perquisition : 3 clés à tire fond, - 7 feuilles dactylographiées intitulés « La vie du parti ». Un papier manuscrit signé Tommy relatif à l'activité du groupe terroriste.

GOLDBERG, Lajb, né le 14.2.1924 à Lodz (Pologne) célibataire, sans enfant, polonais, de race juive, étudiant, dt 23 rue Clovis Hugues à Paris 20<sup>e</sup>, militait au détachement depuis juillet 1943 sous le pseud. de « Julien ». Il était porteur de : un pistolet 7 mm 65 « Sauvage » une fausse c ; I ; française au nom de « CHARTON ». Perquisition : 8 tiges de fer filetées destinées à la confection d'engins.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Les attentats retenus sont au nombre de cinquante-deux. Ils ont été classés en quatre groupes, selon le « détachement » qui les a accomplis.

L'attentat de la rue Lafayette avait pour but, ont expliqué Fontano, Della Negra, Witchitz et Luccarini, qui y prirent part avec un chef du « détachement », de s'emparer d'une valise qui devait contenir, paraît-il, de 20 à 35 millions, et qu'un Allemand accompagné transportait. Voyant sortir du café deux hommes, dont l'un avait une valise, Witchitz, qui, affirma-t-il, devait seulement le « matraquer », déchargea son pistolet, car l'homme était trop loin. La malheureuse victime fut abattue et c'était d'ailleurs un autre homme que celui que l'on guettait.

Ce même détachement composé parfois de Rouxel, de Salvadori, de Cloarec, et d'autres individus non identifiés, a commis pour sa part, vingt et un attentats, reconnus, avoués par leurs auteurs et qui s'échelonnent entre le 13 mars et le 12 novembre 1943, attentats à la bombe ou à la grenade à main contre les garages de l'armée allemande, des hôtels et des cafés réquisitionnés, à Paris, à Choisy-le-Roi, à Versailles, assassinat d'un Italien, à Denain (Nord) du Stabzahlmeister Thielebein, à Neuilly, du soldat allemand Schönfelder, à la porte d'Ivry, d'un horloger italien, à Argenteuil, attentats contre des membres du PPF, boulevard Ney, M. Pallut à Argenteuil.

Ces vingt et un attentats ont été passés successivement en revue, au cours des deux premières audiences de ce procès, et les aveux les plus circonstanciés ont été recueillis par le colonel président.

– J'étais le responsable militaire, a déclaré Manouchian, à côté de moi, il y avait le responsable politique et notre à tous deux. J'avais les fonctions d'un officier prendre les ordres du supérieur pour les faire exécuter par les inférieurs. Sous mes

ordres j'avais : quatre « détachements » et un « groupe spécial », commandé par un chef du « Comité interrégional » qui dépendait du « Comité national français » fondé par le « Comité d'Alger », par de Gaulle, Giraud et Catroux m'a-t-on dit. Le « Comité interrégional » a des « Sections » sous ses ordres « la section I », c'est la région parisienne et le « MOI » fournissait les cadres de « L'armée secrète ». Dans chaque « détachement », le chef était en possession des armes et il les distribuait au moment de chaque action, les reprenant ensuite.

(OFI Paris) (1583)

\*

*DB 14 H 15. Le 18 février 1944 Province VII (VI).*

PARIS. UNE COUR MARTIALE ALLEMANDE JUGE  
SOIXANTE-DIX TERRORISTES

De leur côté, les autres accusés ont reconnu leur participation à chaque fait, donnant des indications les plus complètes sur le rôle de chacun d'eux. La plupart ont également reconnu qu'ils recevaient du chef de « détachement » des mensualités de 2 300 francs et des tickets d'alimentation.

Enfin, on a évoqué deux attentats particulièrement importants.

Le 19 août, le Dr Wallenher était assis sur un banc, au parc Monceau, lisant un journal, lorsque l'Espagnol Alfonso tira sur lui à deux mètres de distance ; après quoi, il se mit à fuir. Le Dr Wallenher, bien que blessé à la hanche, tira sur son agresseur sans l'atteindre ; l'apatride Rajman, qui devait protéger la fuite du meurtrier, n'intervint pas.

Un mois après, le 28 septembre, à 8 h 30 du matin, le Dr Ritter, Generalbevollmächtigter pour l'emploi de la main-d'œuvre en France, quittait en automobile son domicile, 18 rue Pétrarque lorsque l'espagnol Alfonso et l'apatride Rajman, qui le guettaient, tirèrent sur lui. Les balles du pistolet d'Alfonso tombèrent amorties, après avoir traversé la glace de l'auto, et le Dr Ritter sortit de la voiture, s'avançant sur Rajman. Celui-ci de trois balles l'abattit.

Au cours des audiences ultérieures on examinera les autres attentats.

(OFI Paris) (1583)

Le 18 février 1944 Province XI

NOTE POUR MESSIEURS LES REDACTEURS EN CHEF

Dans la suite de l'information publié à page province VI de notre service de ce jour sous le titre « Une cour martiale allemande juge soixante-dix terroristes » (censure 1583), prière de lire ainsi les neuvième et dixième lignes du huitième paragraphe.

« (Nord), d'un officier allemand à Neuilly, d'un soldat allemand à la porte d'Ivry, d'un horloger...

Dans la suite de la même information publiée à la page VII prière de bien vouloir lire ainsi, la première partie du troisième paragraphe :

« Le 19 août, un civil allemand était assis sur un banc au parc Monceau, lisant un journal, lorsque l'Espagnol Alfonso tira sur lui à deux mètres de distance ; après quoi il se mit à fuir. Bien que blessé à la hanche, la victime tira sur son agresseur sans l'atteindre...

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nation soit effectivement ce plébiscite de tous les jours qui est la condition de la République.

Avec vous, Arsène Tchakarian, c'est également la communauté arménienne tout entière, rassemblée ce soir autour de vous, qui est mise à l'honneur pour son dévouement à la République.

Je l'ai dit sur cette « place de France » d'Erevan. La France est fière d'avoir accueilli les enfants persécutés d'Arménie. La France est fière d'avoir offert aux Arméniens une nouvelle patrie pour maintenir vivante cette identité arménienne que certains avaient voulu anéantir.

À tous ces enfants d'Arménie devenus Français, à tous leurs descendants, je veux dire une nouvelle fois la reconnaissance de la France. Ils ont apporté à notre pays leur culture, leur génie, leur énergie. « La légende arménienne aux pas des capitales », chantée par le poète résistant Rouben Mélik, a mêlé l'accent de ses plus belles réussites à notre chant national.

Si l'enracinement dans un pays choisi peut faire naître de nouveaux espoirs, rien, jamais n'efface les blessures de l'histoire.

À vous tous dont les familles ont été décimées par une extermination absolument planifiée, à vous tous qui ressentez aujourd'hui comme une menace le négationnisme obstiné érigé en politique d'État, je veux dire que la France est à vos côtés pour refuser, pour combattre et pour réprimer l'inacceptable.

Le négationnisme n'est pas une opinion. Dois-je le rappeler ? C'est une insulte, une insulte à la mémoire des victimes. Je le rappelle à tous ceux, nombreux, qui m'expliquent que c'est la liberté d'expression – alors que la liberté d'expression, ce n'est pas l'insulte, c'est exactement le contraire de l'insulte –, dans

une méconnaissance totale de ce que sont la démocratie et la liberté d'opinion. Le négationnisme n'est pas une opinion, c'est une menace pour les descendants des victimes ; c'est une menace pour notre communauté nationale tout entière. Et c'est une atteinte intolérable aux valeurs de notre République.

Malgré la décision du Conseil constitutionnel, je ne me résigne pas. La communauté arménienne, comme les autres, a le droit d'être protégée du négationnisme par la loi.

J'ai donc demandé au gouvernement de préparer un nouveau texte. Je peux vous assurer de ma volonté de le faire aboutir. Je renouvelle cet engagement solennel devant vous, et particulièrement devant vous, Arsène Tchakarian, qui incarnez le courage et la volonté par votre parcours exemplaire.

Ce parcours, vous me permettrez de l'évoquer au moment de vous rendre l'hommage de la nation.

Votre famille s'était réfugiée en Bulgarie pour fuir le génocide. Vous êtes adolescent lorsque vous découvrez la France de 1930.

Incorporé au 109<sup>e</sup> régiment d'artillerie, vous êtes envoyé au front. Vous faites partie de ceux qui n'acceptent pas la défaite et qui n'acceptent pas le déshonneur de la France. Vous décidez de poursuivre la lutte dans la clandestinité.

Vous distribuez des tracts contre les nazis. Dans la Résistance, vous vous appelez « Charles », et en cas de contrôle, « Antoine Picchini, né à Bastia ».

Dans une région parisienne quadrillée par l'occupant, vous êtes une quarantaine de permanents et une centaine de compagnons qui parvenez à convoier des armes, à planifier et exécuter les opérations, sans jamais vous réunir pour ne pas être trahis.

Vous dirigez vous-même la première section des « Triangles-commandos ». En quelques mois, avec vos hommes, vous menez plus d'une centaine d'actions de sabotage, d'embuscade, d'attaques contre l'occupant.

En novembre 1943, vous échappez à l'arrestation de vos 23 camarades. Recherché par la Gestapo, vous êtes aidé par la police de Montrouge. Vous trouvez refuge dans la région de Bordeaux. Vous participez à la libération de Montargis comme Lieutenant. Votre bravoure dans ces combats vous a valu de nombreuses médailles.

Après la Libération, vous continuez à faire vivre les valeurs de la Résistance, au sein de l'Association nationale des Volontaires, Anciens combattants et Résistants arméniens.

Vous êtes de ces hommes qui font l'histoire, comme héros, comme témoin, comme historien.

Aujourd'hui, alors que le vent mauvais du révisionnisme se lève, alors que certains entonnent des refrains de déni, que les esprits s'amollissent au lieu de s'endurcir contre l'oubli et l'effacement, nous devons rappeler à tous les tragédies de l'histoire.

À ceux qui nient, à ceux qui doutent ou feignent de douter, nous devons le dire très clairement : qui nie un génocide, qui efface un peuple de l'histoire, qui tait un crime contre l'humanité, porte atteinte à l'humanité tout entière. À ces tentatives, nous devons opposer la mémoire.

La mémoire, c'est l'écriture de vos livres.

La mémoire, c'est votre travail pour identifier les victimes.

La mémoire, c'est la patiente collecte de ces archives réunies dans votre maison de Vitry.

La mémoire, c'est aussi votre générosité à raconter ces « petits faits vrais » qui entrent dans le cœur des enfants, pour

que les Français de demain, d'où que viennent leurs familles, sachent que la France est le nom d'une espérance pour laquelle certains ont tout donné, et pour laquelle nous devons nous battre chaque jour à notre façon.

Pour votre courage et votre dévouement au service de la France, la République va vous faire officier de la Légion d'honneur.

Nicolas Sarkozy